



REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

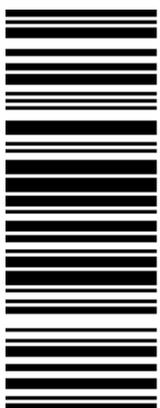
Macron appuie le génocide à Gaza



TEL-AMIV, LE 24 OCTOBRE 2023

et mène la guerre aux travailleurs étrangers

- La bourgeoisie plus que jamais à l'offensive p. 2
- Abrogation de la loi Darmanin-Le Pen ! p. 5
- Migrants : les frontières capitalistes étranglent l'humanité p. 6
- Pour les enfants des pauvres, moins de savoir p. 8
- Répondre à l'appel des syndicats palestiniens p. 12
- La position communiste sur la Palestine en 1938 p. 16
- Meeting du NPA-R sur la Palestine p. 17
- COP 28 : la mascarade p. 19
- Argentine : vers la grève générale p. 21
- États-Unis : les grèves dans l'automobile p. 23
- ABC du marxisme : sionisme p. 28



2273-8762



Macron & Attal

la bourgeoisie plus que jamais à l'offensive

Les appareils offrent une nouvelle victoire à Macron... et à Le Pen

L'année 2023 s'est achevée par le vote de la loi Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen. Comme l'a rappelé le président dans ses vœux aux Français, il a bien servi la bourgeoisie française.

En 2023, nous avons agi, agi au service de l'objectif de réindustrialisation et de plein-emploi, dont les premiers résultats sont là. Les retraites, l'assurance chômage, la relance de nos industries vertes, l'accélération de France 2030, la refondation du lycée professionnel, la réforme de Pôle emploi et du revenu de solidarité active, la réforme du marché européen de l'électricité : toutes ces grandes transformations ont été décidées, votées, et ont commencé à entrer en vigueur cette année. (Emmanuel Macron, 31 décembre 2023)

L'adoption de cette loi contre l'immigration est l'aboutissement une nouvelle fois de la complicité des bureaucraties syndicales, qui n'ont pas mobilisé pour empêcher son adoption, et des partis réformistes qui ont poussé jusqu'au bout la logique déjà mise en oeuvre pendant le mouvement sur les retraites consistant à reporter dans le Parlement le centre de l'affrontement, avec l'addition arithmétique des oppositions au gouvernement comme méthode. Le brouillage permanent des frontières de classe est une ligne directrice pour les chefs réformistes et les bureaucrates syndicaux. Le vote, le 11 décembre, de la motion de rejet du texte, LFI, PS et PCF avec EELV, LR et le RN, rappelle le vote des motions de censure contre la réforme des retraites avec les mêmes et LIOT. Pour eux, il faut à toute force faire croire à la classe ouvrière que la solution réside dans l'alliance avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie plutôt que dans l'affrontement classe contre classe.

Les chefs réformistes se félicitent avec les partis bourgeois d'opposition.

Ça sent le bout du chemin pour Gérald Darmanin et sa loi immigration. (Jean-Luc Mélenchon, 11 décembre)

Leurs adjoints centristes se réjouissent aussi, en ajoutant pour avoir l'air radical qu'il faut continuer « à se mobiliser ».

Gifle pour Darmanin et Macron. (RP, 11 décembre) ; Darmanin en échec. (NPA-AC, 14 décembre)

C'est la même politique irresponsable (si c'est contre Macron, c'est bon) qui avait poussé LFI, LO, le NPA et RP à applaudir aux manifestations des fascistes et des

complotistes antivaccins. C'est la même logique imbécile qui avait conduit les bureaucrates syndicaux et les partis ouvriers bourgeois, suivis par le NPA, à voter Macron sous prétexte de s'opposer à Le Pen : on voit aujourd'hui non seulement les résultats calamiteux pour la classe ouvrière, mais également que Macron sert de marchepied au RN. Inévitablement, après le vote de la motion de rejet avec les partis bourgeois, LR et RN ont négocié entre eux le durcissement des mesures contre les étrangers, dans un sens particulièrement réactionnaire.

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat et des petites gens des villes et des campagnes doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie... Au contraire, le complot de la bureaucratie ouvrière avec les pires exploiters des classes intermédiaires est tout simplement susceptible de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste. (Trotsky, 28 mars 1936)

C'est un coup supplémentaire contre la classe ouvrière, même si le combat pour l'abrogation de la loi n'a pas dit son dernier mot. Ne disposant plus d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale, Macron doit marchander à chaque fois pour faire passer ses textes, à défaut de pouvoir utiliser le 49.3 plus d'une fois par session, hors des projets budgétaires. Ainsi, c'est Macron qui définit le cap et LR et le RN ont ensuite tout loisir d'alourdir l'addition. De plus, la constitution très réactionnaire de la 5^e République permet également au président de gouverner par décrets dans de nombreux domaines et il n'a pas l'intention de s'en priver.

Tout ce qu'on peut faire par voie réglementaire est plus qu'utile pour être plus agiles. Innovons dans les méthodes ! (Emmanuel Macron, Vœux à sa majorité parlementaire, 15 janvier)

Le vote de la loi contre les travailleurs immigrés aux conditions du RN et de LR n'est pas un facteur de crise politique pour la bourgeoisie, ni même un affaiblissement de Macron. Quelques députés macronistes ont eu des vapeurs, un ministre a démissionné, et alors ? Le président a saisi le Conseil constitutionnel pour remodeler la loi. Il a remplacé Borne par Attal.

Le gouvernement Attal : « en même temps » du Macron, du Clotti et du Le Pen

Macron dans ses vœux a appelé plusieurs fois au « réarmement » :

Après le réarmement économique, le réarmement de l'État et de nos services publics, il nous faudra ainsi engager notre réarmement civique... Nous devons donc continuer ce réarmement de la Nation face au dérèglement du monde.

Mais c'est le ministre de l'économie qui a été le plus explicite, exprimant le plus clairement les objectifs de la bourgeoisie française :

Nous vivons un moment historique, qui définira les rapports de force mondiaux des cinquante prochaines années... Nous sommes à un moment charnière du quinquennat : ce que nous avons accompli avec le président de la République est considérable, ce qu'il nous reste à accomplir est encore plus important... Contre la crainte du déclassé financier, une seule exigence : la réduction de la dépense publique, le désendettement accéléré de la nation, la tenue rigoureuse des comptes publics. Je rappelle que nous devons trouver au minimum 12 milliards d'euros d'économies en 2025. Appelons un chat un chat : le plus dur est devant nous... Formation, qualification, orientation, charges, prime d'activité, tout doit être remis à plat... Nous devons rétablir des frontières européennes pour notre économie. (Bruno Le Maire, Voeux aux acteurs économiques, 8 janvier 2024)

D'ores et déjà, les boucliers tarifaires sur les carburants et l'électricité disparaissent.

Dans sa conférence de presse du 16 janvier, Macron a précisé les axes de bataille du nouveau gouvernement : le réarmement civique est une entreprise d'embrigadement de la jeunesse aux valeurs de la bourgeoisie, « pour que la France reste la France » en faisant à l'annexion de la Marseillaise aux enfants dès l'école primaire, en renforçant « l'instruction civique » au collège, en prônant le port de l'uniforme pour les élèves, en généralisant « le service national universel » en classe de seconde et les cérémonies de remise des diplômes.

Pour les patrons, une nouvelle loi : « libérer davantage encore ceux qui font, qui innovent, qui osent... supprimer des normes, réduire des délais, faciliter encore les embauches, augmenter tous les seuils de déclenchement d'obligations », ce qui signifie tout simplement de nouvelles exonérations fiscales et de nouvelles attaques contre les travailleurs, comme la remise en cause possible du seuil de 10 salariés pour la mise en place de délégué du personnel.

Contre les chômeurs, des règles d'indemnisation du chômage « plus sévères quand des offres d'emploi seront refusées ». Contre les fonctionnaires, un coup décisif contre les statuts puisque « le mérite sera au cœur d'une réforme qui va commencer dans les prochaines semaines ». Sans oublier le doublement de la franchise sur les médicaments qui passera de 0,50 à 1 euro, ce qui ne

représente pas, pour Macron, « un crime terrible », d'autant qu'il ne compte sans doute pas les euros à la fin du mois...

C'est le discours d'un gouvernement à l'offensive, fort de ses victoires précédentes contre la classe ouvrière. Le tournant réactionnaire de Macron reflète que la bourgeoisie française, dont la place s'érode sur le marché mondial, ne voit désormais de salut que dans l'érection de barrières protectionnistes, fussent-elles européennes, et dans une fuite en avant vers « l'ordre » et la xénophobie. Qu'ensuite le RN tire les marrons du feu et emporte la présidentielle de 2027 est une hypothèse crédible, après que Macron et ses gouvernements successifs lui auront préparé le terrain. Pas étonnant qu'à l'ombre du RN, les groupes fascistes multiplient les gesticulations et les exactions.

Pour dégager la classe ouvrière des obstacles des appareils

Autant Macron durcit sa politique contre la classe ouvrière, autant les chefs syndicaux continuent de se vautrer dans le « dialogue social ». Attal a entamé avec eux le 16 janvier des « entretiens » qui les comblent d'aise. Pour Frédéric Souillot de FO, Attal a assuré « croire au dialogue social ». Sophie Binet de la CGT a déclaré « Il a souhaité montrer qu'il était ouvert » tout en lui réclamant « un changement de cap » et un changement de « méthode » pour « travailler différemment avec les syndicats ». Marylise Leon de la CFDT livre le mode d'emploi souhaité en parlant de la future rémunération au mérite des fonctionnaires : « Ce n'est pas possible d'apprendre le contenu d'un projet avant que les concertations avec les syndicats aient eu lieu ».

Sur le terrain de la classe ouvrière, la mobilisation en défense du peuple palestinien est restée limitée, même si toute une fraction de la jeunesse d'origine arabe, des travailleurs palestiniens, se mobilisent avec opiniâtreté semaine après semaine. Les partis sociaux-impérialistes, quand ils ne se sont pas alignés totalement sur Israël comme le PS, ou dans des manifestations de soutien à peine déguisé à Israël comme la marche contre l'antisémitisme du 13 novembre où PS et PCF ont défilé, se bornent à demander un cessez-le-feu, l'application des résolutions de l'ONU, la relance des accords d'Oslo et refusent de s'attaquer au sionisme comme tel.

Les bureaucrates syndicaux ont fait le minimum syndical sur les mêmes positions, passant sous silence l'appel des syndicats palestiniens pour organiser internationalement le boycott effectif des livraisons d'armes à Israël. Pourtant, de nombreuses entreprises françaises comme Safran, Thales, Exxelia, PGM, des filiales de Dassault fournissent de l'armement ou des composants destinés à l'armement d'Israël.

Marchons pour la Liberté, l'égalité, la fraternité

Dans notre diversité d'idées, d'engagements, de professions, nous exprimons notre grande inquiétude après le vote de la loi dite « asile-immigration ». C'est un tournant dangereux dans l'histoire de notre République.

D'abord parce que cette loi ne répond pas aux causes de l'exil forcé d'hommes d'enfants fuyant les guerres ou le réchauffement climatique, ni aux défis de la dignité, ni au défi de la définition d'une politique digne et humaine d'intégration.

Ensuite, parce qu'elle a été rédigée sous la dictée des marchands de haine qui France leur projet de « préférence nationale ». Elle torpille les piliers porteurs républicain, hérité du Conseil national de la Résistance. Elle s'attaque ainsi au qu'aux droits fondamentaux proclamés par la Constitution : au travail, à l'éducation, à la santé... Ce faisant, tous et toutes, Français autant qu'étrangers, nous nous

Victor Hugo écrivait : « *Étouffez toutes les haines, éloignez tous les ressentiments, serez invincibles.* »

Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

Le dimanche 21 janvier nous appelons à manifester dans notre diversité notre devise de la République : « *Liberté, égalité, fraternité.* »

APPEL FRONT POPULISTE DE 201 PERSONNALITÉS, *MEDIPART*, 7 JANVIER ; À LA REMORQUE DE LA DIRECTION DE LA CGT, LO N'APPELLE PAS À L'ABROGATION, 19 JANVIER.

Quant à la loi Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen, les appareils ont pris les devants pour protéger le gouvernement. En effet, deux protestations séparées et opposées sont convoquées à une semaine d'intervalle. La première, le 14 janvier, au nom de collectifs, de quelques syndicats (CNT, Solidaires, FSU...), de LFI, des NPA, de LO... sur la ligne tantôt du retrait, tantôt d'une simple opposition à la loi, ce qui n'est pas tout à fait la même chose, a rassemblé des manifestations qui, sans être ridicules, n'étaient pas cependant très massives.

La seconde initiative a eu lieu le 21 janvier, sous la forme de « marches citoyennes » à l'appel de 201 « personnalités » dont plusieurs viennent de voter avec le RN. Cela va de Binet (CGT), Léon (CFDT), Teste (FSU), Escure (UNSA), Guilbert & Simon Duteil (SUD), Roussel (PCF), Faure (PS) à Toubon, ancien ministre de Balladur et Chirac (qui, en 1991, dénonçait « le bruit et l'odeur » des travailleurs étrangers) en passant par un large spectre de responsables religieux et de politiciens bourgeois comme Tondelier (EELV), Rilhac (Renaissance), Lacroix (PRG), Saint-Huile (LIOT)... Un tel bloc ne peut s'opérer que sur le terrain idéologique et politique de la bourgeoisie.

La loi dite « asile-immigration » torpille les piliers porteurs de notre pacte républicain, hérité du Conseil national de la résistance... Soucieux de rassemblement et de solidarité plutôt que de division sans fin de notre société, nous demandons au Président de la République de ne pas promulguer cette loi.

L'appel front populiste évoque explicitement le temps où les partis sociaux-chauvins (PS-SFIO, PCF) fournissaient des ministres au général de Gaulle (1944-1947) pour désarmer les travailleurs, empêcher les grèves, consolider l'État bourgeois et tenter de reconstruire l'empire colonial, et posait les jalons de la « préférence

Loi immigration : face aux patrons, pas de division !

Dans plusieurs dizaines de villes, des manifestations ont eu lieu, dimanche 14 janvier, à l'appel de collectifs de travailleurs sans papiers, d'associations et d'organisations, dont Lutte ouvrière, contre la scandaleuse loi Asile Immigration de Macron-Darmanin, votée le 19 décembre dernier par la majorité des députés macronistes avec les voix de ceux de droite et d'extrême droite.

Plusieurs milliers de manifestants à Bordeaux, Lyon, Marseille, Strasbourg, etc. près de 8000 à Paris, selon les chiffres de la police, ont fait entendre leur indignation. Ainsi que l'a déclaré la porte-parole d'un des collectifs,

aide à domicile retraitée, « Nous sommes venus en France pour travailler, nous ne sommes pas des délinquants. » Un autre ajoutait « C'est une loi raciste, faite pour nous maintenir dans la précarité et nous criminaliser, cette mobilisation

n'est qu'un début. » On pouvait lire sur une pancarte « Nous travaillons et payons nos impôts depuis deux ans. Ma famille ne percevra plus les allocations familiales. »

Cette attaque contre une partie de la classe ouvrière est une attaque contre tous les travailleurs. La division qu'elle tente d'introduire ne favoriserait que les employeurs qui forcent davantage pression sur les salaires, les horaires de travail, les conditions de sécurité, et automatiquement, tous les travailleurs en paieraient. Les attaques contre les droits sociaux des plus précaires affaibliraient l'ensemble des travailleurs, des chômeurs. Les mafias du logement et de la drogue en seraient renforcées, au détriment des quartiers populaires. Au contraire, l'unité de la classe ouvrière est une force, et la diversité des origines et des expériences est une richesse.

Viviane Lafont

Lutte ouvrière se joindra aux manifestations appelées le 21 janvier, dont celle de Paris à 15 heures.

nationale » (interdiction de la fonction publique aux étrangers). Clairement, son but n'est pas d'arracher l'abrogation de la loi xénophobe, mais de remettre la décision dans les mains du président qui a toujours persécuté les travailleurs étrangers (tout en favorisant les capitalistes étrangers).

Une telle concorde nationale annonce évidemment à Macron et Darmanin qu'ils peuvent dormir sur leurs deux oreilles, la contestation restera dans un état d'esprit

respectueuse « *du pacte républicain* ».

Un « appel historique », selon le secrétaire national du PCF Fabien Roussel, signataire du texte, puisqu'il rassemble amplement, au-delà des frontières de la gauche... Si on veut mener le combat prioritaire des valeurs, contre l'extrême-droite, il faut un large rassemblement, dépassant les différences politiques et d'engagement. (L'Humanité, 10 janvier)

S'agit-il seulement de « valeurs » ou de la division forcée de la classe ouvrière, de la transformation en parias de la plupart des travailleurs étrangers ? Il ne suffit pas d'appeler « aux luttes », comme le font LO, les NPA et RP. Il faut combattre les appareils sociaux-patriotes, écarter les obstacles qu'ils dressent, afin que les mobilisations soient victorieuses, dans le but ouvert de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, d'instaurer un gouvernement ouvrier, d'ouvrir la voie aux États-Unis socialistes d'Europe.

N'est pas internationaliste celui qui proclame avec forces serments et en jurant ses grands dieux qu'il est internationaliste, mais seulement celui qui lutte effectivement en internationaliste contre son gouvernement, contre ses sociaux-chauvins, contre ses centristes. (Lénine, 25 décembre 1916)

Contre la répugnante collaboration de classes au parlement et dans la rue, contre la prosternation devant l'État bourgeois, les travailleurs conscients doivent imposer le front unique ouvrier. Unité des organisations ouvrières pour l'abrogation de la loi Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen, pour le retrait des plans contre les lycées professionnels et les collèges, pour la suppression de toutes les mesures contre les chômeurs, pour arrêter le génocide des Palestiniens de la bande de Gaza !

21 janvier 2024

Abrogation de la loi Darmanin-Le Pen !

« *L'immigration est hors de contrôle* » déclare Larcher, le président LR du Sénat (*France info*, 26 avril). L'immigration représente 10,3 % de la population (contre 18,9 % en Allemagne et en Autriche, 14,2 % au Royaume-Uni et en Irlande). Pourtant, depuis un demi-siècle, l'État français a décidé de limiter l'immigration économique et de restreindre l'accueil des réfugiés, moins dans le but de mettre fin à l'immigration que de surexploiter les travailleurs sans-papiers, diviser les travailleurs et donc affaiblir la classe ouvrière. Par exemple, c'était le but de la loi « Immigration et asile » présentée par Darmanin le 1^{er} février.

Aveuglés par le crétinisme parlementaire, les députés de LFI, du PCF et du PS avaient le 11 décembre joint leurs voix à celles de EELV, de LR et du RN pour approuver une motion de rejet. On a alors entendu des propos stupides : « *Il est temps de travailler à un projet de loi conforme aux principes républicains* » (Olivier Faure, PS) ; « *Ça sent le bout du chemin pour Gérald Darmanin et sa loi immigration* » (Jean-Luc Mélenchon, LFI).

Comme tous les travailleurs conscients l'avaient compris, la conséquence était le renforcement du parti fascisant. La commission mixte paritaire qui a suivi a approuvé plusieurs de ses exigences : remise en cause du droit du sol, conditionnalité des prestations sociales pour les étrangers, déchéance de nationalité, durcissement du regroupement familial, instauration d'une caution financière pour les étudiants étrangers... La loi a été adoptée le 19 décembre par 349 voix (allant du RN au MoDem en passant par tous les LR, une majorité de Renaissance et une moitié des LIOT) contre 186.

La loi adoptée supprime le droit du sol (qui existe depuis plus de 900 ans) en abrogeant l'accès automatique à la nationalité pour un mineur né de parents étrangers – il doit en manifester la volonté entre 16 et 18 ans. Elle rétablit le délit de séjour irrégulier (supprimé en 2012) qui rend possible de placer des sans-papiers en garde à vue et de leur faire payer une amende. Elle réaffirme la déchéance de nationalité pour certains délits. Elle durcit l'accès au regroupement familial en renforçant les conditions de ressources financières et en imposant la nécessité de connaître la langue française. Elle renforce la préférence nationale en étendant le délai de carence pour les prestations sociales de six mois à cinq ans. Les étudiants étrangers (en plus de la multiplication par 17 des frais d'inscription lors du précédent quinquennat Macron) devront verser une caution financière pour obtenir un titre de séjour. Il est également prévu de rogner l'aide médicale d'État et d'instaurer des quotas migratoires.

La réaction se félicite : « *Ça ne pouvait être qu'un texte proche de celui voté au Sénat, un texte de fermeté pour maîtriser le chaos migratoire* » (Bruno Retailleau, prési-

dent du groupe LR au Sénat, 19 décembre), « *Ce texte consacre plusieurs victoires idéologiques du RN* » (Edwige Diaz, présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale, 19 décembre). Certes, la bourgeoisie n'est pas totalement unie sur cette question. Patrick Martin, président du Medef, affirme que « *d'ici 2050, nous aurions besoin de 3,9 millions de salariés étrangers* » (*Les Échos*, 21 décembre). Les présidents d'université jugent quant à eux « *ces mesures indignes* » et craignent de ne plus pouvoir attirer les étudiants étrangers (*Communiqué*, 20 décembre), 62 députés du camp présidentiel n'ont pas voté le texte...

Mais son adoption, après les attaques contre les chômeurs, les retraites, etc. marque un pas supplémentaire dans la réaction. C'est pourquoi la Première ministre assurait, quelques jours avant sa démission, qu'« *il n'y a pas de crise dans la majorité* » (*France Inter*, 20 décembre) car la réaction est le centre de gravité des partis bourgeois. C'est sur cette base que le nouveau gouvernement Attal va poursuivre et amplifier les attaques de la bourgeoisie.

C'est au nom de « *la République* » (celle qui a colonisé), de « *la France* », du « *général de Gaulle* » (Mathilde Panot, présidente du groupe LFI, 19 décembre) que les députés LFI ont brandi des affiches tricolores en chantant *La Marseillaise*. Le PCF, quant à lui, fait confiance aux « *macronistes* », dont il espère un « *sursaut* » (Ian Brossat, sénateur, porte-parole du PCF, 19 décembre). Le NPA-AC mise plutôt sur une alliance de type front populaire, en appelant à ce que « *toutes les forces progressistes... se rencontrent pour construire une vaste riposte massive et populaire* » (20 décembre). LO se console de généralités : « *compter sur notre rôle indispensable dans la société et sur nos luttes communes* » (20 décembre). Le NPA-R appelle à « *se mobiliser pour faire reculer ces voyous et leur sale loi* » (25 décembre) sans pour autant indiquer les moyens de cette riposte.

La voie est pourtant connue, c'est le front unique ouvrier de l'Internationale communiste guidée par Lénine et Trotsky. La responsabilité de tous les partis et syndicats ouvriers est de s'unir et d'engager le combat pour l'abrogation de la loi de division des travailleurs. Un tel combat unifiera les rangs des exploités contre tous les projets du gouvernement et marginalisera le RN.

Régularisation de tous les sans-papiers ! Abrogation de la loi Macron-Darmanin-Ciotti-Le Pen ! Fermeture des centres de rétention ! Ouverture des frontières, liberté pour les réfugiés, les travailleurs et les étudiants de circuler et de s'installer en France ! Égalité des droits pour tous ceux qui vivent en France, y compris le droit de vote !

10 janvier 2024

Migrants : les frontières capitalistes étranglent l'humanité

Aux États-Unis, républicains et démocrates tuent à la frontière

Aux États-Unis, les premières attaques contre le droit d'asile sont menées par Obama (Parti démocrate) dont les prédécesseurs Bush (Parti républicain) et Clinton (Parti démocrate) s'étaient chargés quant à eux de militariser la frontière avec le Mexique. Trump (Parti républicain) impose en 2019 l'obligation de rester côté mexicain pour attendre le traitement de sa demande par rendez-vous dans des centres de gestion à la frontière, limitant de fait le traitement des demandes quotidiennes. Une demande d'asile prend ainsi en moyenne quatre ans pour aboutir. La crise du Covid permet à Trump de faire adopter en mars 2020 le Titre 42 permettant de refouler tous les migrants y compris les demandeurs d'asile, d'expulser immédiatement les contrevenants. De 2020 à 2022, le Titre 42 a été utilisé 2,8 millions de fois avant sa levée le 11 mai 2023. En conséquence, 660 000 migrants se sont entassés côté mexicain. L'administration Biden a laissé le Titre 42 aller jusqu'à son échéance et a déployé 1 500 militaires supplémentaires à la frontière. Contrairement à son prédécesseur, il a cherché un accord avec le gouvernement mexicain de Lopez Obrador, celui-ci acceptant dorénavant de récupérer les migrants non mexicains.

Le gouvernement du Parti démocrate, bien que fortement critiqué sur sa gestion migratoire par le Parti républicain et Trump, déploie pourtant une stratégie répressive à l'égard des migrants. La loi de 1980 sur les demandes d'asile, déjà restrictive, est à nouveau détricotée, Biden entend rendre inéligible au droit d'asile toute personne étant rentrée sur le territoire illégalement et celles

n'ayant pas fait de demande dans d'autres États au préalable, des mesures que Trump n'était pas parvenu à mettre en place.

Ces différentes mesures n'ont pas d'incidence sur le nombre de franchissements illégaux de la frontière. En revanche, en forçant les migrants clandestins à emprunter des chemins de plus en plus dangereux, elles ont augmenté le nombre de morts. En 2022, les chiffres officiels à la frontière établissaient un record à 853 décès, un nombre minimisé ne prenant pas en compte les nombreux disparus, ni les décès liés à l'entassement des migrants à la frontière mexicaine.

L'administration Biden n'a en rien limité la politique répressive envers les migrants, 104 000 d'entre eux croupissent en prison après des audiences de quelques minutes et avec pour seul motif d'avoir traversé la frontière.

Le gouvernement Biden cherche à multiplier les accords avec les États d'Amérique latine afin de limiter le flot d'arrivants et de faciliter les expulsions. Ainsi, le 18 octobre, il reprend les expulsions vers le Venezuela de Maduro, suite à un accord signé le 5. L'État cubain a lui aussi accepté en avril dernier de récupérer les refoulés sur son territoire après deux ans sans accord d'extradition.

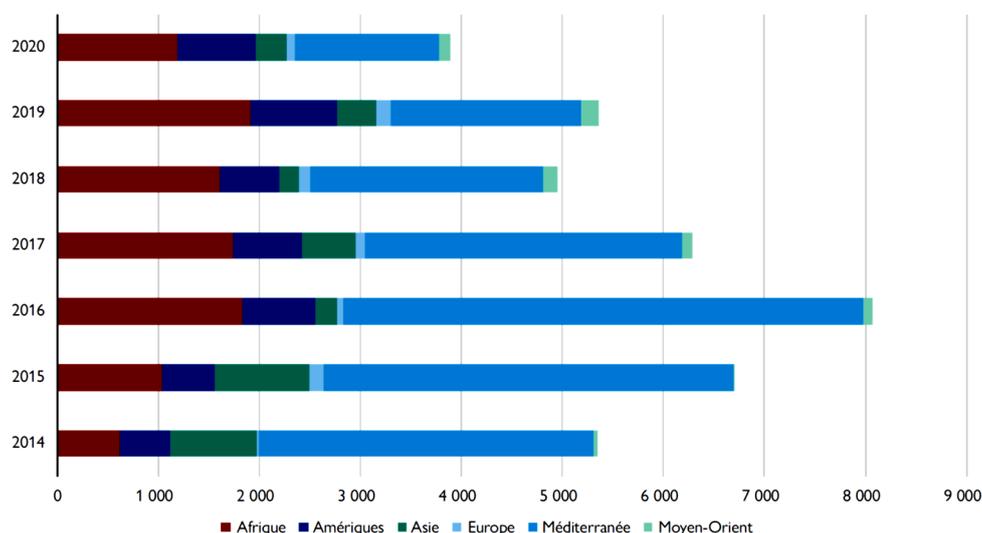
Comme d'autres partis bourgeois traditionnels dans le monde, le PR sombre dans la xénophobie. Le gouverneur républicain du Texas a lancé la construction d'un mur de barbelés entre son État et le Nouveau-Mexique voisin. Depuis février, le gouverneur républicain de Floride, DeSantis, organise des transports de migrants des États républicains vers des États démocrates.

Une surexploitation à l'échelle mondiale

Les accords passés par les pays impérialistes avec d'autres États pour contenir les migrants permettent aux bourgeoisies locales de disposer d'une main-d'œuvre corvéable et bon marché en s'affranchissant des obligations légales concernant les travailleurs locaux et avec la bienveillance des gouvernements et des polices sur place. C'est le cas au Mexique, en Turquie, en Tunisie, en Libye...

Au Mexique, les migrants bloqués à la frontière viennent grossir les rangs des maquiladoras, ces zones franches du nord du pays où les entreprises américaines peuvent jouir d'exoné-

Figure 6. Décès de migrants par région, 2014-2020



Source : OIM, s.d. (page consultée le 20 septembre 2021).

rations fiscales, de salaires limités et de la non-syndicalisation des ouvriers.

Et lorsque les conditions économiques rendent inutile cette main-d'œuvre étrangère, la bourgeoisie sur place surenchérit dans la xénophobie pour accuser les migrants d'être la source des malheurs de la population. Ainsi, le gouvernement Erdoğan, confronté à une explosion de l'inflation depuis la crise sanitaire (plus de 64 % fin 2022), expulse de force les réfugiés syriens, les livrant à la répression du régime d'Assad en violation du droit international sans que cela émeuve une seule seconde les gouvernements « démocratiques » européens.

Dans d'autres régions du globe, la surexploitation des travailleurs étrangers confine au travail forcé, voire à l'esclavage.

Par exemple, dans les monarchies du Golfe, avec la kafala (un dispositif de la charia), les immigrés dépendent d'un tuteur local qui a le pouvoir d'autoriser le changement d'emploi, le départ du pays, etc. Les travailleurs sont recrutés dans leur pays d'origine par des négriers qui les vendent à des sociétés de recrutement locales qui les louent à leur tour à des entreprises. Chaque intermédiaire prélève sa part sur le salaire. Les ouvriers étrangers sans droit sont parqués dans des logements insalubres et sont surexploités sans possibilité de résistance. Ils forment souvent la plus grande partie du prolétariat local. Ainsi, en 2020 en Arabie Saoudite, sur les 13,35 millions de salariés que compte le pays, seuls 3,25 millions étaient saoudiens soit plus de 75 % de travailleurs étrangers. Au total, dans les 6 monarchies pétrolières (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar), 80 % de l'emploi privé est occupé par des travailleurs étrangers, venus souvent du sous-continent indien ou d'Asie de l'Est.

Mais faire dépendre la présence des ouvriers sur le territoire de la seule volonté de son patron n'est pas limité aux monarchies absolues du golfe Arabo-Persique. Nombre de pays impérialistes « démocratiques » recourent au permis de travail lié à l'employeur, limitant de fait les possibilités du salarié de faire jouer la concurrence entre employeurs. C'est le cas de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Japon...

Israël fait aussi appel à des ouvriers étrangers, 30 000 Thaïlandais travaillent ainsi dans des exploitations agricoles, certains dans la zone rouge entourant Gaza. Ils sont souvent contraints par leurs patrons à rester travailler, y compris dans les kibboutz « socialistes », malgré les tirs de roquette et l'absence d'abri. Certains souhaitant retourner en Thaïlande sont retenus de force par leurs employeurs qui bloquent leurs salaires.

En Israël, des ouvriers thaïlandais qui souhaitent rentrer chez eux voient leurs salaires retenus par leurs employeurs, une façon de les obliger à rester travailler dans les zones dangereuses. (RFI, 27 octobre 2023)

Partout la barbarie

Le délitement du capitalisme mondial augmentant la misère dans nombre d'économies dominées, les mouvements de population ne s'arrêteront pas. La crise climatique et ses conséquences délétères en matière de conditions de vie, de conditions sanitaires (des températures dépassant le seuil tolérable par le corps) et alimentaires (baisse de la production agricole locale) va amplifier les migrations contraintes. La Banque mondiale estime que 216 millions de personnes pourraient être réfugiées climatiques en 2050, avec comme cause principale le manque d'eau potable et l'élévation du niveau des mers.

Les tensions inter-impérialistes et les conflits armés dans les pays dominés provoquent déjà un peu partout dans le monde des mouvements de population auxquels les États capitalistes répondent par la répression.

Le 21 août, l'ONG Human Rights Watch accuse les gardes-frontières de l'Arabie saoudite d'avoir abattu des centaines de migrants, voire des milliers, à la frontière avec le Yémen.

Ce que nous avons documenté, ce sont essentiellement des massacres... Les gens ont décrit des sites qui ressemblent à des champs d'extermination avec des corps éparpillés sur les flancs des collines. (BBC, 21 août 2023)

Tant que le capitalisme perdurera, ses frontières constitueront un frein à la survie d'une partie grandissante de l'humanité. Dans chaque État, la bourgeoisie profite du travail de prolétaires en situation irrégulière, moins chers et plus corvéables et, dans le même temps, son personnel politique mise sur la dénonciation des migrants pour dévier la colère populaire avec l'aide des partis sociaux-chauvins. Des pogromes menés par des fascistes et des racistes frappent les immigrés (Grèce, Tunisie, Chili, Afrique du sud, Chypre, Russie, Turquie...).

Les organisations d'origine ouvrière et les syndicats de travailleurs doivent défendre ensemble les travailleurs quelle que soit leur origine ou leur statut et exiger :

- La régularisation de tous les travailleurs et étudiants étrangers,
- Les mêmes droits pour tous les travailleurs,
- La fermeture des centres de rétention,
- La liberté de circulation et d'installation de tous les travailleurs et étudiants étrangers.

La satisfaction de ces revendications comme la résolution de l'ensemble des problèmes de l'humanité ne saurait être obtenue sans le renversement du capitalisme à l'échelle mondiale et la destruction des États forteresses.

1 décembre 2023

Enseignement public : pour les enfants des pauvres, moins de savoir, plus d'embrigadement

La classe dominante ne pratique ni la fraternité, ni l'égalité

La dégradation de l'enseignement public, en lien avec la ghettoïsation en cours des quartiers populaires, affecte les enseignants (ce qui se traduit par des difficultés de recrutement) et l'ensemble de la classe ouvrière (employés, ouvriers, techniciens, chômeurs...) ainsi que les couches inférieures des classes intermédiaires (la majorité des fonctionnaires et des travailleurs indépendants).

La France se démarque par un écart particulièrement élevé entre les résultats des élèves les plus favorisés, qui se rapprochent de ceux des pays européens les plus performants, et les élèves les plus défavorisés, dont les scores sont plus bas que dans les autres pays de l'OCDE. (Le Monde, 7 décembre)

La bourgeoisie (la minorité oisive de la population qui vit de revenus financiers, les managers des entreprises, les hauts fonctionnaires, l'état-major...) n'en subit pas les conséquences car elle vit délibérément à l'écart de la masse de la population, celle qui travaille pour les enrichir. Quand elles en ont les moyens, les couches supérieures de la petite bourgeoisie (cadres, professions libérales) les imitent. Par exemple, le jeune Macron fréquentait un établissement de l'ordre des jésuites (La Providence d'Amiens, minimum entre 500 et 1 100 euros par an au collège). Le premier ministre Attal sort aussi de l'enseignement privé élitiste (École alsacienne de Paris, minimum 3 288 euros par an). Comme les trois précédents ministres de l'éducation, Oudéa-Castéra (dont le mari est PDG de Sanofi) met ses enfants dans « le privé » (Stanislas, Paris 6^e, minimum 2 027 euros par an au collège).



LE LOGO DE L'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE DES ENFANTS DE LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION ET UNE DES SALLES DE CLASSE DE STANISLAS, TOUTES ARBORENT UN SIGNE RELIGIEUX OSTENTATOIRE.

Alors que les effectifs apparaissent globalement stables, la mixité sociale dans les établissements privés sous contrat est en fort recul depuis une vingtaine d'années. Les élèves de familles favorisées et très favorisées, qui constituaient 41,5 % des effectifs de l'enseignement privé sous contrat en 2000, en représentent 55,5 % en 2021. (Cour des comptes, L'Enseignement privé sous contrat, synthèse, 1^{er} juin 2023, p. 10).

Dans la république française, il n'y a pas de véritable laïcité

En France, se font concurrence trois systèmes : l'enseignement public, l'enseignement privé sous contrat (qui reçoit officiellement l'argent public à flots), l'enseignement privé hors contrat qui échappe à tout contrôle (ce qui ne veut pas dire qu'il ne bénéficie jamais d'argent public).

La république bourgeoise paye de notre poche les prêtres chrétiens et juifs dans plusieurs départements de l'Est. Non content de tolérer que l'instruction soit confiée à des entreprises visant le profit (dont certaines sont de véritables escrocs qui figurent pourtant dans Parcoursup) ou à des institutions obscurantistes (où s'affichent des symboles religieux, où on sabote l'enseignement de la sexualité...), la République les finance grassement au moyen de :

- la taxe d'apprentissage,
- la défiscalisation des dons aux fondations,
- la loi Debré de 1959 qui assure le financement de l'enseignement privé « sous contrat », à condition qu'il enseigne les programmes fixés par l'État et autorise le contrôle des inspecteurs de l'éducation nationale.



Source : [Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance \(Depp\)](#)

Au titre de cette loi anti-laïque, en 2021, l'État central lui versait directement 8,8 milliards d'euros, les collectivités territoriales 2,9 milliards, d'autres administrations 0,9 milliard, soit 12,6 milliards au total d'argent public (DEPP, *Repères et références statistiques*, aout 2023, p. 366). Le budget de l'État 2024 prévoit plus de 9 milliards. L'augmentation prévue par rapport à 2023 est plus élevée que pour l'enseignement public. En outre, les collectivités territoriales donnent plus que les obligations légales. Par exemple, en 2023, la région Ile de France dirigée par LR a versé à Stanislas (l'établissement des enfants de la ministre), outre 1,3 millions d'euros de « forfait d'externat », 500 000 euros pour des travaux.

Cette manne bénéficie pour l'essentiel à l'Église catholique (96 % de l'effectif du « privé »). La laïcité, dans la république française, ne s'applique que contre les adeptes d'une religion, l'islam, qui sert de consolation à une partie significative des exploités et des opprimés.

Les gouvernements de Macron contre le droit au savoir et à la qualification des enfants des travailleurs

La méthode est toujours la même : en prétextant des difficultés causées en réalité par le déclin du capitalisme et aggravées par les politiques des gouvernements antérieurs, les représentants politiques de la classe dominante tirent des arguments... pour diminuer à nouveau les droits des travailleurs et de leurs enfants. Par exemple, pour atteindre le « plein emploi », il faut diminuer les droits des chômeurs ; pour réduire la délinquance, il faut fermer les frontières ; pour préserver le modèle social français, il faut dérembourser les soins ou repousser l'âge de la retraite...

Ainsi, dans l'enseignement, sous Macron, l'État a supprimé 8 000 postes (il en a créé plus dans la police, l'armée et les prisons), il a encouragé l'apprentissage, augmenté la sélection au sortir du bac avec Parcoursup, diminué les horaires de cours au lycée d'enseignement générale ou technologique et au lycée professionnel, augmenté symétriquement le temps de stage dans l'enseignement professionnel [voir *Révolution communiste* n° 53], appauvri les travailleurs de l'éducation nationale en bloquant leurs salaires, augmenté les droits d'inscription des étudiants étrangers, caporalisé la pédagogie, transformé les directeurs et directrices d'école en petits chefs...

Faute de recrutement au concours, les remplaçants titulaires sont affectés à la rentrée sur des postes vacants, ce qui diminue la possibilité de remplacer les malades, et la part des précaires, non protégés par le statut de fonctionnaire, augmente (en 2023, 4,5 % de l'effectif des enseignants en mathématiques, 6,4 % en langues, 17,9 % pour la production et les services...).

Attal a poursuivi dans la voie de Vidal, Blanquer et Ndiaye :

- interdiction de l'abaya,

- préconisation de l'uniforme,
- division et soumission des enseignants au moyen d'une augmentation de salaire conditionnée à leur adhésion à un « pacte » avec la hiérarchie,
- imposition de manuels scolaires dans l'enseignement élémentaire,
- transformation du brevet,
- retour du redoublement,
- groupes de niveau,
- embrigadement militariste des élèves...

Attal associe les syndicats à ses manigances

Le 5 octobre 2023, le gouvernement lance une « mission exigence des savoirs » de deux mois.

S'appuyant sur des constats partagés, le ministre Gabriel Attal a réaffirmé l'urgence d'un « choc des savoirs », afin d'élever le niveau... (Site du ministère de l'éducation, 5 octobre)

Il cautionne la manoeuvre en misant sur la complicité des directions des syndicats de l'enseignement, au nom du « dialogue social » et des « constats partagés », comme pour l'offensive contre les retraites et celle contre les lycées professionnels.

Le ministre ne veut pas prendre les syndicats de front. Les enseignants seront consultés et les syndicats seront les premiers à être auditionnés. (Les Échos, 5 octobre)

Sur le terrain, l'écrasante majorité des professeurs savait qu'il n'en sortirait rien de bon et que les mesures étaient déjà préparées par les hauts fonctionnaires du ministère sur décision du gouvernement... qui s'en cachait à peine.

Le ministre entend arbitrer un certain nombre de débats qui durent... Faut-il conserver, notamment au collège, le principe de classes très hétérogènes ou prolonger une réflexion par niveau... ? (Les Échos, 5 octobre)

Malgré la politique antérieure de Macron et les premières mesures d'Attal, toutes les directions syndicales du privé et du public participent à la mise au point du projet gouvernemental, comme l'ensemble des confédérations l'avait fait contre les retraites.

L'appareil des syndicats SUD, dont la création a ajouté encore à l'incroyable éparpillement syndical après la scission de l'ex-FEN de 1992, ne fait pas autrement que ses modèles, les bureaucraties de la CGT et de la FSU.

SUD éducation a participé à la mission Exigence des savoirs au sujet du collège afin de porter les revendications des personnels. (SUD, 23 novembre)

Le 5 novembre, sous le titre pompeux de « choc des savoirs », Attal dévoile son plan de sélection, de régression

et de réaction en le justifiant par les mauvais résultats de la dernière évaluation PISA. L'offensive vise particulièrement le collège, alors qu'un des principaux problèmes du collège réside dans les classes surchargées, empêchant les enseignants de consacrer assez de temps aux élèves en difficulté.

La transformation du brevet des collèges en outil de sélection

Le brevet des collèges est un examen final qui ne conditionne pas le passage en classe de 2^{de}. En 2025, son obtention conditionnerait la poursuite des études.

Il faut donc redonner au diplôme du brevet la valeur d'un véritable examen national... Le taux de réussite au brevet diminuera probablement dans les années à venir, mais c'est le prix à payer pour élever le niveau. Je veux faire du brevet un véritable examen d'entrée au lycée. (Gabriel Attal, *Choc des savoirs*, 5 décembre)

Les élèves qui échoueraient au brevet n'auraient pas le droit d'entrer au lycée. Soit ils redoubleraient dans une classe spéciale (une seule « classe prépa lycée » par département), soit ils sortiraient du système pour devenir apprentis (on devine le taux parmi les enfants des ministres).

Le retour des redoublements forcés

Suivant l'avis des chercheurs et cherchant à économiser son coût pour l'État, le gouvernement Hollande-Vallaud Belkacem avait rendu le redoublement exceptionnel. Celui de Macron-Attal veut y revenir.

Le choix a été fait en 2014 de rendre le redoublement exceptionnel... Pourtant, durant la même période, le niveau global des élèves ne s'est pas amélioré... Le redoublement peut être efficace... (Gabriel Attal, *Choc des savoirs*, 5 décembre)

Or, le redoublement n'a pas l'efficacité que lui prête Attal.

Le redoublement seul ne montre pas d'effets significatifs sur les apprentissages, même à court terme, tandis que certaines études mettent en évidence des effets négatifs sur les comportements des élèves. Mais ce sont surtout les effets à long terme qui sont inquiétants. Dans les cas les plus favorables, où le redoublement s'accompagne de dispositifs de remédiation intensive, les effets sur l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou l'accès à l'enseignement supérieur sont nuls. Le redoublement sans remédiation augmente quant à lui fortement le risque de décrochage scolaire. (*Le Monde*, 6 décembre)

Attal invoque le dernier rapport Pisa pour légitimer ses attaques rétrogrades mais l'a-t-il vraiment lu ?

Dans les systèmes d'éducation très équitables et très performants, la préscolarisation est généralisée ; le

redoublement est rare... (OCDE, *Pisa 2022*, 15 décembre 2023, t. 2, p. 23)

Les vrais remèdes aux problèmes d'apprentissage sont connus : analyse et identification des difficultés scolaires par les professeurs et les soignants du système scolaire, emploi stable des parents, logement salubre et suffisamment spacieux, sécurité affective, appui orthophoniste ou psychologique, baisse des effectifs, formation continue des professeurs, tutorat...

L'instauration de groupes de niveau au collège

À la rentrée de septembre 2024, il s'agirait de répartir les élèves de 6^e et de 5^e en groupes de niveau pour les deux disciplines principales.

Pour permettre à tous les élèves de progresser dans des classes et des collèges hétérogènes, une organisation en groupes de niveaux sera mise en place à compter de la rentrée 2024 en mathématiques et en français ; c'est-à-dire pour environ un tiers des heures de cours des élèves. Pour les autres enseignements, le groupe classe demeurera, permettant de combiner les apports de la mixité scolaire et des pédagogies différenciées pour les élèves. (Gabriel Attal, *Choc des savoirs*, 5 décembre)

Les groupes de niveau seraient étendus l'année suivante en 4^e et en 3^e.

Il est bien établi que les inégalités en français et en mathématiques à cet âge sont fortement corrélées aux classes sociales. Déjà, les difficultés scolaires se concentrent de plus en plus, en lien avec la ghettoïsation urbaine qui s'accélère, dans certains établissements, toujours publics. La mesure du gouvernement aggraverait le problème.

Les classes de niveau peuvent être légèrement bénéfiques aux meilleurs, mais le système y perd, car c'est sans commune mesure avec les effets catastrophiques qu'elles ont pour les plus faibles. (*Le Monde*, 29 novembre)

Regrouper les élèves selon leur niveau a tendance à creuser les écarts entre eux sans élever le niveau général. Pour les plus faibles, qui sont aussi souvent les plus dévalorisés socialement, le fonctionnement par niveau mine l'estime de soi et la motivation. (*Le Monde*, 7 décembre)

La solution est plutôt de constituer des groupes éphémères de besoin.

Selon les chercheurs, les groupes de besoin – et non de niveau – peuvent être pertinents s'ils sont temporaires, centrés sur des compétences précises et surtout flexibles. On parle alors de groupes de besoin pour travailler des points précis quelques heures au sein de groupes fréquemment revus. (*Le Monde*, 7 décembre)

Quand les chefs syndicaux réclament à Macron une ministre à plein temps

À l'exception du SNALC, une organisation très minoritaire où se retrouvent les réactionnaires (LR, DIF, RN, Reconquête...), tous les syndicats de travailleurs de l'enseignement s'opposent à ces mesures. Le 6 janvier, une intersyndicale se réunit pour convoquer une « journée d'action » le 1^{er} février.

Les chefs de la FSU, de FO, de la CGT et de SUD réclament bien le retrait du plan en cours contre les lycées professionnels. Mais c'est pour mendier des « *concertations au sein du ministère* ». C'est tenter de faire croire aux travailleurs de l'enseignement que le gouvernement est un partenaire qu'on pourrait convaincre en lui soumettant « *des propositions* »... Et il n'est jamais question dans l'appel du retrait de l'attaque fomentée contre les collègues. Les bureaucrates se plaignent seulement du rythme : « *contre la mise en place des réformes à marche forcée* ». Ah bon, si les contreréformes étaient appliquées plus lentement, elles deviendraient bénéfiques ?

En sortant d'une première rencontre avec la nouvelle ministre, ce que tous les dirigeants fédéraux ont accepté, le secrétaire national de la plus grosse fédération, la FSU, se plaint qu'elle ait « trop d'attributions » avec la charge des jeux olympiques et que le gouvernement se contente, avec le prétendu choc des savoirs, « *d'éléments de langage* » au lieu de s'occuper des « *vrais problèmes* » (Benoît Teste, *France Info*, 15 janvier). L'attaque contre les collègues, ce ne sont que des mots ? Et si la ministre de Macron ne « s'occupe » que de l'éducation, les élèves et les travailleurs de l'enseignement vont y gagner ?

Pour le retrait immédiat des contreréformes

Le gouvernement est notre ennemi et il faut le faire reculer, le battre. Dans les syndicats, dans les assemblées générales, dans les fédérations de parents d'élèves, les organisations de jeunesse, il faut se rassembler et se coordonner pour imposer :

- Retrait immédiat et total de toutes les mesures contre l'enseignement professionnel et les collègues ! Rétablissement du bac comme examen national !
- Aucune concertation sur les plans du gouvernement ! Boycott du Conseil supérieur de l'éducation !
- Boycott des conseils d'administration chargés de les appliquer dans les collèges et les lycées professionnels !
- Pas un euro public à « l'école privée », aux établissements de la ségrégation sociale et de l'Église catholique !

Ainsi sera ouverte la voie aux revendications :

- Diminution des effectifs.





Salaires, postes, conditions de travail, réformes : éducation en danger
Grève unitaire le 1^{er} février

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations syndicales FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action, SUD éducation appellent à une action de grèves et de manifestations le 1^{er} février 2024.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, ainsi que l'abandon du pacte. Au lieu de poursuivre la dynamique à peine enclenchée avec les mesures mises en œuvre en 2023, le ministre refuse désormais de discuter de nouvelles mesures générales pourtant nécessaires et envisage même une nouvelle transformation des carrières marquée par un poids croissant des hiérarchies.

Enfin, de nombreux signes confirment l'échec du Pacte. Les personnels ont bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une revalorisation. La mise en œuvre du Pacte a également profondément divisé les équipes, d'autant plus que qu'il a donné lieu à des pressions ou interprétations contraires aux textes réglementaires dans le seul but de faire du chiffre et de sauver le Pacte. Par ailleurs, le ministre s'entête à refuser les mesures salariales d'urgence qui permettraient de sortir les AESH et les AED de la précarité.

Il est encore temps de renouer avec des suppressions de postes pour permettre notamment d'alléger les effectifs par classe mais aussi d'assurer les remplacements. Il faudrait également recroquer davantage de personnels dans l'ensemble des équipes pluriprofessionnelles... La dégradation des conditions de travail, la perte du sens du métier doivent être pris au sérieux. La formation continue sacralisée, l'inclusion sans moyens, les effectifs nombreux dans les classes, etc. : tout cela contribue à dégrader encore davantage les conditions de travail.

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté, le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements scolaires et médico-sociaux.
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.
- L'abandon des mesures prises dans le cadre de l'acte 2 de l'École inclusive (statut d'emploi d'ARE, fusionnant les AESH et les AED, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Éducation nationale de mettre la main sur les notifications MDPPI) et l'ouverture de discussions avec les organisations syndicales sur la base des revendications des personnels.

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignants, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management ! Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves.

Nos organisations en exigent le retrait ! Elles demandent au ministre de renoncer à présenter ce projet et à engager de véritables concertations au sein du ministère de l'Éducation nationale sur la base d'un diagnostic rigoureux à partager sur l'état de l'enseignement professionnel tant pour les élèves que pour les conditions de travail des personnels avant toute réforme.

Plus globalement, les mesures "Choc des savoirs" annoncées par le Ministre dessinent un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. Elles vont encore dans le sens d'un contrôle accru du travail enseignant (manuel unique, méthodes imposées, évaluations standardisées) contre la liberté pédagogique.

Pour toutes ces raisons, les organisations FSU, FNEC FP - FO, CGT Educ'Action et SUD éducation appellent à se mobiliser par des actions diversifiées dès maintenant et à préparer une journée de grève et de manifestations le 1^{er} février.

- Augmentation des salaires et indexation sur les prix.
- Recrutement de tous les personnels nécessaires.
- Titularisation des travailleurs précaires.
- Création d'un statut de la fonction publique d'éducateur scolaire spécialisé pour les élèves handicapés.
- Liberté pédagogique.

Les travailleurs de l'enseignement, en se défendant, peuvent jouer un grand rôle dans la lutte entre les classes et dans le renversement de la bourgeoisie.

Tant que la France et l'Europe resteront capitalistes, il n'y aura pas d'école émancipée et émancipatrice.

*Seule la classe ouvrière peut émanciper de la tyrannie des prêtres, faire de la science non plus un instrument de domination de classe, mais une force populaire, faire des savants eux-mêmes, non plus des proxénètes des préjugés de classe, des parasites d'État à l'affût de bonnes places et des alliés du capital, mais de libres agents de la pensée ! La science ne peut jouer son rôle authentique que dans la république du travail. (Karl Marx, « Première ébauche d'adresse de l'Association internationale des travailleurs sur la Commune de Paris », 1871, *La Guerre civile en France*, ES, 1972, p. 222)*

15 janvier 2024

Il faut répondre à l'appel des syndicats palestiniens !

Le 17 octobre, plus de 30 organisations syndicales palestiniennes lancent un appel aux syndicats du monde entier.

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à refuser de fabriquer des armes destinées à Israël, refuser de transporter des armes vers Israël, adopter des motions dans leur syndicat à cet effet, prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en oeuvre du siège brutal et illégal mené par Israël, faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme à tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, à son financement.

Cette demande est justifiée. La responsabilité de toute organisation ouvrière dans le monde est de prendre parti contre toute colonisation, de défendre tout peuple opprimé.

Un génocide est en cours à Gaza

« *Aucun terroriste n'est à l'abri* », a déclaré le premier ministre israélien le 7 janvier. Nous en connaissons pourtant un certain nombre, dont le chef de l'état-major israélien Halevi et Netanyahu lui-même.

En deux mois, le nombre de morts à Gaza est de 23 000 dont plus de 70 % sont des femmes et enfants. Il y a plus de 60 000 blessés. L'armée russe, en deux ans de guerre pour recoloniser l'Ukraine, a causé moins de victimes civiles (environ 10 000). Il faut s'attendre à retrouver de nombreux cadavres ensevelis par les bombes de l'armée israélienne. En plus des bombardements, les attaques terrestres contre les hôpitaux, les exécutions sommaires, les assassinats des salariés des organisations humanitaires, les tortures et humiliations sont tristement documentés.

Les destructions d'infrastructure sont massives : plus de 30 % des bâtiments sont touchés. La majorité des hôpitaux sont à l'arrêt par manque d'électricité, de carburant, de moyens, quand ils ne sont pas pris pour cible. L'occupant en expulse parfois les malades, les blessés et les soignants puis les bulldozers sionistes rasant ce qu'ils veulent, y compris des tentes avec des réfugiés dedans comme à l'hôpital Kamal-Adwan, à Beit Lahya dans le nord de Gaza (*Le Monde*, 20 décembre). Il n'y a que 13 hôpitaux sur 36 qui fonctionnent partiellement. Selon MSF, il n'y a plus que 10 soignants pour 500 patients et un tri morbide est imposé pour sauver quelques vies (*Mediapart*, 27 décembre).

L'armée sioniste terrorise, détruit, affame, assassine. Plus de 85 % des 2,3 millions de Gazaouis sont déplacés sans possibilité de fuir vers un autre pays. Selon les ONG encore sur place, plus de 80 % de la population est en

insécurité alimentaire. Le blocage des vivres exigé par Israël est accepté par l'Égypte et les puissances impérialistes. Selon l'ONU, 117 camions sont passés à Rafah depuis le 21 octobre au lieu de 500 quotidiennement avant le 7 octobre. Le nombre croissant de maladies inquiète l'OMS qui redoute des pandémies majeures sans accès à l'eau potable, à la nourriture et aux soins.

À ce terrorisme à grande échelle à Gaza, il faut ajouter celui de la poursuite violente de la colonisation en Cisjordanie ainsi que les assassinats dans un pays étranger, le Liban, de responsables du Hamas et du Hezbollah.

Par une impudente inversion de l'histoire, Israël dit « se défendre » contre une « organisation terroriste », ce qui justifierait au passage la solidarité des « démocraties » occidentales. Cependant, un journal israélien révèle que le premier ministre Netanyahu aurait demandé au ministre des affaires stratégiques Ron Dermer des plans « *pour réduire la population de la bande de Gaza à un minimum* » (*Israel Hayom*, 30 novembre). Il s'agit de chasser la population arabe d'une partie supplémentaire de la Palestine et d'annexer celle-ci.

La bande de Gaza fait partie de la terre d'Israël... un jour viendra où nous y retournerons. (Orit Strock, ministre des missions nationales, 21 mars)

Nous combattons des animaux humains. (Yoav Gallant, ministre de la défense, 9 octobre)

Plutôt que d'envoyer de l'argent pour reconstruire Gaza, la communauté internationale peut participer à financer la réinstallation et aider les Gazaouis à construire leur nouvelle vie dans leurs nouveaux pays d'accueil. (Gila Gamliel, ministre du renseignement, 19 novembre)

Nous intensifierons les combats dans les jours à venir et ça sera une longue guerre qui n'est pas près de finir. (Benyamin Netanyahu, premier ministre, 25 décembre)

Pour avoir la sécurité, nous devons contrôler le territoire, et pour contrôler militairement le territoire sur le long terme, nous avons besoin d'une présence civile. Si nous agissons de manière stratégiquement correcte et encourageons l'émigration, s'il y a 100 000 ou 200 000 Arabes à Gaza et non pas 2 millions, tout sera complètement différent (Bezalel Smotrich, ministre des finances, 31 décembre)

Voilà qui explique l'assassinat systématique des journalistes palestiniens de Gaza, 79 au total, comme l'interdiction par l'armée sioniste des journalistes étrangers dans toute la bande de Gaza. La Cour suprême, présentée par certains comme la gardienne de la démocratie israélienne, vient de ratifier cette mesure.

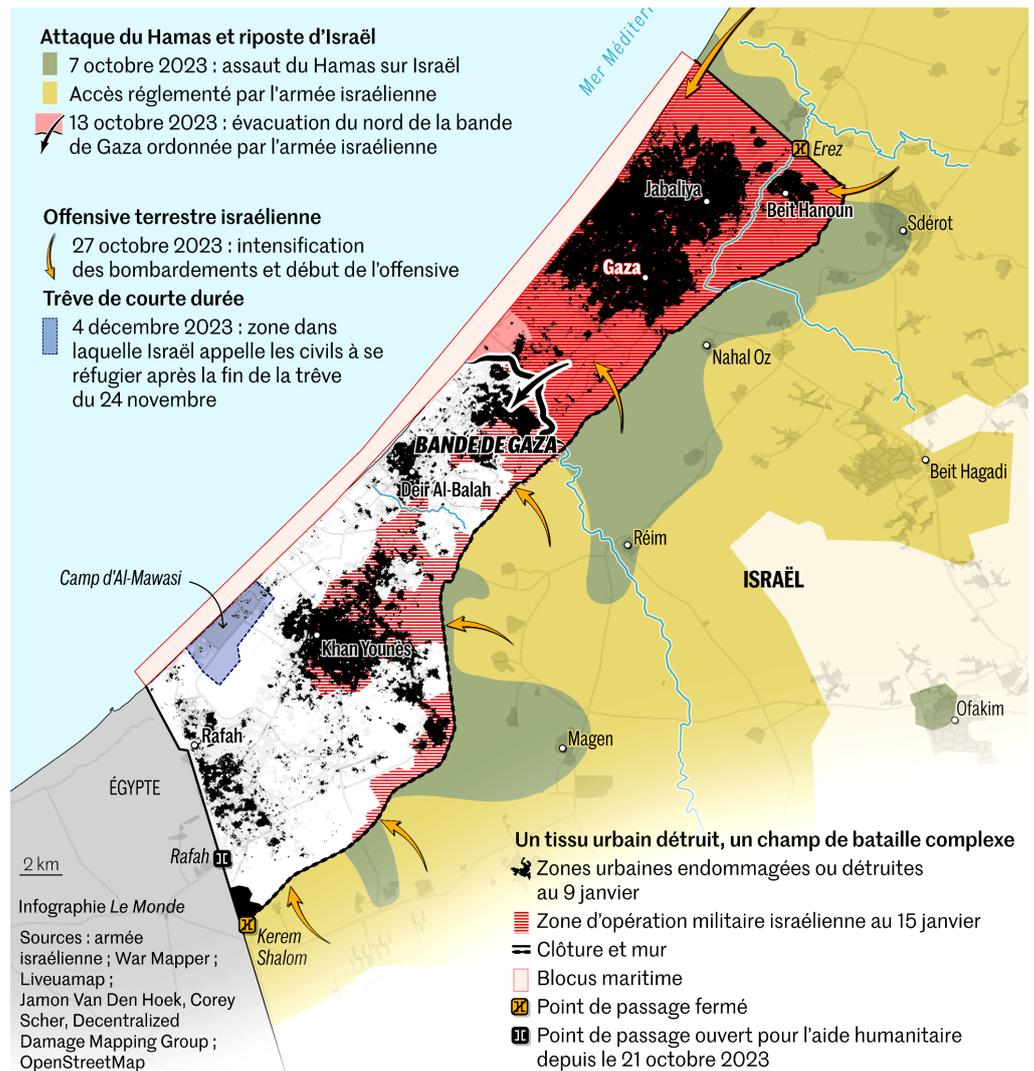
Saisie par l'Association de la presse internationale représentant les journalistes travaillant pour des organes de presse internationaux qui couvrent Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza, la justice israélienne a opposé le risque qu'un tel accès « ne mette en péril les forces en action sur le terrain et la sécurité des soldats ». (*Times of Israel*, 9 janvier)

La répression n'épargne pas les citoyens d'Israël.

Entre le 7 octobre et le 15 novembre, 251 citoyens palestiniens d'Israël ont été arrêtés, enquêtés ou ont reçu des avertissements. Parmi ces actions, 121 ont été déclenchées suite à des publications sur les réseaux sociaux. Cette escalade de répression à l'encontre des Palestiniens, conjuguée au climat général dans le pays, joue un rôle crucial dans la censure des critiques envers le gouvernement et l'attaque de l'armée israélienne à Gaza. Progressivement, cette répression s'étend également aux militants juifs de la gauche radicale, comme ce fut le cas pour Meir Bruchin, dont la seule action était de publier des récits et des photos des victimes palestiniennes à Gaza. (Nitzan Perelman, *Yaani*, 11 décembre)

La complicité des puissances impérialistes occidentales

Ce nettoyage ethnique serait impossible sans le soutien des parrains d'Israël que sont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, le Japon, l'Italie... En retour, Israël est un bras armé de l'ordre impérialiste contre les masses du Proche-Orient et les régimes récalcitrants (Égypte, Syrie, Libye et Irak hier, Syrie et Iran aujourd'hui). Biden a même empêché la demande par le Conseil de sécurité d'un cessez le feu. Comble du cynisme, le 22 décembre, le Conseil de sécurité autorise l'entrée « massive » de camions sans exiger de cessez-le-feu alors que l'armée sioniste attaque des convois humanitaires et des ambulances.



Entre 1946 et 2023, Israël reçoit au total 260 milliards de dollars des États-Unis (3,8 milliards par an ces derniers temps). Le 2 novembre, le congrès étasunien accepte une rallonge de 14,5 milliards demandée par Biden. Il s'agit en même temps d'une subvention aux groupes de l'armement (dont Boeing) puisque l'aide de l'État américain sert à acheter des armes américaines. Pour l'offensive contre Gaza, 244 avions et 20 navires américains ont livré 10 000 tonnes de matériel militaire (*Times of Israel*, 26 décembre). Il en va de même, à une échelle plus faible, avec l'Allemagne. L'Italie, la Grande-Bretagne et la France fournissent aussi des armes. Israël (9 millions d'habitants) est lui-même une puissance nucléaire grâce à l'aide de l'impérialisme français dans les années 1950 (90 ogives en 2023 selon le SIPRI), le 9^e pays vendeur d'armes dans le monde et un fournisseur de logiciels d'espionnage des populations civiles qui rivalisent avec ceux de la Chine.

Sans ces aides et ces importations, Israël n'aurait pas de « dôme de fer » anti-roquettes, ni chars, ni drones, ni canons, ni avions modernes. À cela, s'ajoutent les con-

seillers et le renseignement partagé ainsi que l'appui de 2 porte-avions américains et leurs 15 000 soldats, très bien escortés. D'autres navires et sous-marins militaires impérialistes (français, britanniques...) sont en mer Méditerranée, en mer Rouge et se coordonnent pour interdire tout soutien aux Palestiniens.

La plupart des gouvernements et des grands médias occidentaux mènent une campagne systématique pour discréditer tous ceux qui osent manifester le moindre soutien aux Palestiniens comme des antisémites (l'ancien dirigeant du Parti travailliste Corbyn en Grande-Bretagne, le chef de LFI Mélenchon en France, la présidente Gay de l'université de Harvard...).

Dans les États à majorité arabe ou musulmane, les gouvernements bourgeois clament souvent leur solidarité avec les Palestiniens. Mais, derrière les proclamations, peut se cacher une participation à l'effort de guerre sioniste, rétribuée grassement à la bourgeoisie nationale. C'est le cas de la Turquie :

Les flux de marchandises comme l'acier et le pétrole, qui alimentent pourtant la machine de guerre de Tel-Aviv, se poursuivent comme si de rien n'était... Depuis le début des frappes, le journaliste Metin Cihan a recensé 450 navires partis de Turquie vers Israël... L'entreprise Pamukkale Kablo, proprié-

té de Mustafa Semerci, dirigeant fondateur du Parti de la grande union (BBP), une formation ultranationaliste d'extrême droite membre de la coalition gouvernementale, a continué à fournir des câbles. Le BBP s'était pourtant fait remarquer ces dernières semaines pour ses appels au boycott d'Israël et ses descentes musclées contre des cafés Starbucks, pris pour cible pour leur soutien supposé à Israël. (Le Monde, 28 décembre)

Pour un front unique ouvrier général contre la production et l'acheminement d'armes à Israël

Dans le monde entier, la sympathie des exploités et des opprimés va spontanément aux victimes de l'oppression, de la colonisation et du génocide. À l'inverse, les chefs du mouvement ouvrier inclinent vers la défense de l'ordre existant.

Les partis « réformistes » et les bureaucraties syndicales des puissances impérialistes mettent généralement sur le même plan Israël et les Palestiniens, avalisent la pseudo solution « des deux États » qui est celle de l'ONU depuis 1947, imposée par les États-Unis en 1993 au Fatah (ce qui a conduit à l'hégémonie actuelle du Hamas), prêchent scandaleusement le pacifisme aux Palestiniens et font diversion avec le refus des échanges culturels ou sportifs, le refus de consommer des produits israéliens.

Aux États-Unis, les directions de l'AFL-CIO et du SOC suivent le gouvernement Biden tout en faisant taire les syndicats qui veulent boycotter l'armement à Israël.

En Grande-Bretagne, sans appeler à manifester (il y a eu pourtant 400 000 personnes à Londres le 11 novembre), la direction confédérale du TUC mise sur « la paix » basée sur « deux États ». Le Parti travailliste dirigé par Starmer se tient sur la même ligne que le gouvernement du Parti conservateur et refuse même d'appeler à un cessez le feu.

En Allemagne, la direction de la DGB suit sa bourgeoisie rangée derrière Netanyahu. Le gouvernement SPD-FDP-Grünen fait voter à l'unanimité (avec l'AFD fascisante et DL, le modèle de LFI) le soutien à Israël tout en interdisant tout slogan antisioniste.

En France, le PS, les directions syndicales de FO, de l'UNSA et de la CFDT n'appellent même pas à protester contre le massacre.

En plus de l'AFPS (où se trouvent le PCF et LFI), un collectif pacifiste regroupe les directions syndicales de la CGT, de la FSU, de Solidaires, de l'UNEF, ainsi que Participation et spiritualité musulmane (des islamistes qui ont assassiné des militants ouvriers au Maroc), le parti bourgeois EELV, avec LFI, le PCF, le NPA-AC, le PCOF, AL... Il fait pression sur Macron avec des manifestations les samedis qui se rangent derrière l'ONU qui

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI.

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de IKC/État espagnol : www.ikcirklo.org

Blog de OR/Argentine : octubre-rojo.org

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes
le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski. Honoré avait dessiné pour la CGT, Wolinski pour le PCF, Charb pour la CGT, le PCF et le NPA.

a toujours reconnu Israël et avalisent la colonisation de la plus grande partie de la Palestine (seule la Cisjordanie serait occupée).

Nous demandons la libération des otages civils israéliens... Une paix juste et durable ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien, et notamment de son droit à l'autodétermination. Elle implique l'arrêt de la colonisation et la fin de l'occupation israélienne, ainsi que le respect de l'ensemble des résolutions de l'ONU, y compris la résolution 194 qui prévoit le droit au retour des réfugiés. (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, 12 décembre)

Les partis ouvriers bourgeois (PS, PCF, LFI) et leurs adjoints centristes s'inscrivent dans la politique internationale de leur État impérialiste.

Le Président de la République a affirmé une nouvelle fois l'attachement de la France à la sécurité d'Israël. Il a également rappelé que la libération de tous les otages est une priorité absolue pour la France... Il a rappelé l'impératif de protection des civils qui s'imposait à Israël et souligné l'urgence d'acheminer l'aide nécessaire à la population de Gaza, ainsi que la nécessité d'oeuvrer à un cessez-le-feu durable... La seule solution viable d'un retour à la paix et à la sécurité pour tous. (Emmanuel Macron, Entretien téléphonique avec Benny Gantz, ministre et Président du Parti de l'Unité nationale en Israël, 2 janvier)

En Italie, la direction de la CGIL, qui a invité Meloni à son congrès en mars dernier, se range derrière le gouvernement. Comme l'UIL et la CSIL, elle compte sur la « communauté internationale » (les États bourgeois, leur ONU) pour un cessez le feu et non sur l'action internationale des travailleurs.

Malgré ces bureaucrates corrompus, des militants ouvriers, plusieurs syndicats se dressent déjà pour répondre à l'appel syndical palestinien. Le site *Workers in Palestine* rassemble les 39 associations, sections, fédérations ouvrières et syndicales de 19 pays qui soutiennent l'appel. C'est un pas en avant.

Des syndicats de dockers espagnols, italiens, grecs et tures, de travailleurs belges du fret aérien s'opposent au transport d'armes.

Le collectif Labor for Palestine aux États-Unis rassemble le soutiens à l'appel et une tentative de blocage d'un navire d'armes a eu lieu à Oakland.

Au Canada, des syndicalistes se rassemblent devant les usines de production d'armement.

La coalition syndicale Workers for a Free Palestine en Grande-Bretagne est à l'origine de manifestations et de

rassemblements devant des sites industriels militaires comme BAE ou Elbit.

En Inde, 12 fédérations syndicales du bâtiment s'opposent aux négociations pour envoyer 100 000 ouvriers remplacer les travailleurs palestiniens dont les permis ont été annulés par Israël.

Il faut une internationale ouvrière pour coordonner ces luttes et doter le prolétariat arabe et juif de la Palestine d'un programme commun. Dans tous les syndicats et dans les partis ouvriers, dans les manifestations et dans les comités de soutien à la Palestine, il faut adopter la position internationaliste prolétarienne :

- Rupture de tous les syndicats et partis ouvriers avec les gouvernements soutenant Israël ! Ouverture des frontières aux réfugiés palestiniens !
- Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Levée du blocus par Israël et l'Égypte de Gaza ! Libération de tous les prisonniers politiques palestiniens ! Droit au retour des réfugiés !
- Embargo sur la production et la livraison de carburant et d'armes à Israël ! Retrait des flottes impérialistes envoyées au Proche-Orient ! Fermeture de toutes les bases militaires impérialistes de la région !
- Pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche Orient !

Une campagne internationale de masse peut arrêter le génocide, elle peut aider le prolétariat de la région à constituer des organisations ouvrières révolutionnaires capables de rassembler toutes les fractions de classe (arabe, juive, kurde, perse...) de la région.

9 janvier 2024



RASSEMBLEMENT DE DOCKERS ITALIENS CONTRE UN BATEAU DE LA COMPAGNIE ISRAËLIENNE ZIM LIVRANT DES ARMES, 9 NOVEMBRE 2023

1938 : les communistes révolutionnaires contre un État juif en Palestine

Après les troubles de 1937 qui prirent parfois les formes d'un soulèvement national arabe, le gouvernement britannique envoya en Palestine une commission royale qui devait s'enquérir des causes des troubles et faire toutes les propositions nécessaires pour empêcher leur retour. L'envoi de commissions royales composées de canailles expérimentées est un vieux moyen de la politique britannique aux colonies. La Commission Peel a proposé de partager la Palestine en trois : un État arabe, un État juif, un territoire sous mandat anglais pour l'éternité.

Contre le partage du pays, les Arabes palestiniens luttent actuellement par le sabotage et le terrorisme. Ils ont endommagé des oléoducs et incendié le pétrole qui s'en échappait, fait sauter des trains, selon la technique que le colonel Lawrence leur enseignait jadis contre les Turcs ; détruit des lignes de télécommunications, tiré sur des automobiles et autobus juifs, sur des camions militaires et des postes de police, etc. [...]

Au dernier congrès sioniste, où siégeaient les délégués sionistes du monde entier, et qui eut lieu en 1937 à Zurich, une décision fut adoptée à une grande majorité, autorisant les dirigeants sionistes à mener des pourparlers avec le gouvernement anglais au sujet de l'État juif. Or, l'idée de la création d'un État juif en Palestine n'est nullement une invention de la commission Peel. Elle est aussi vieille que le sionisme lui-même. [...]

Cependant, grâce à la spéculation sur les terres, à la tolérance des gouverneurs britanniques et à la protection de la police, des terrains ont été acquis, débarrassés des fellahs et des bédouins, et occupés par des colons juifs. [...] En outre, le nombre des Juifs vivant en Palestine a été porté d'environ 60 000 en 1918 à 430 000 en 1937 ; ils ont développé une industrie légère dépendant avant tout de la construction. Depuis quelques années et sans que l'État juif existe, on a lancé le mot d'ordre de l'autarcie juive : juifs, n'achetez que des produits juifs ; patrons juifs, n'embauchez que des ouvriers juifs ; les sionistes usent pour cela de méthodes de boycott et de contrainte qui n'ont rien à envier aux méthodes nazies employées en Allemagne contre les magasins et ouvriers juifs.

Cette politique sioniste et l'attitude de l'impérialisme britannique qui refuse de satisfaire les moindres revendications d'autonomie des Arabes palestiniens ont amené une série de troubles et de soulèvements des ouvriers arabes sous la direction du mouvement national arabe : en 1920 à Jaffa, en 1921 à Jérusalem, en 1929 dans tout le pays, en 1933, en 1936, en 1937. [...]

Les ouvriers juifs et de tout autre pays doivent lutter contre le sionisme, l'État juif par la grâce anglaise, et contre les propositions Peel. La libération des chaînes de l'impérialisme ne peut être l'oeuvre que des ouvriers arabes et des paysans pauvres de ce pays unis aux ouvriers et fellahs des autres pays arabes, ainsi qu'aux ouvriers juifs antisionistes et antiimpérialistes de Palestine. Dans cette voie, la Palestine, unie à la Syrie, deviendra partie de la Fédération des États arabes avec tous les droits de minorités pour la minorité juive.

Aujourd'hui, les masses arabes luttent sous la direction du mouvement national arabe (féodal et bourgeois), pour des revendications partielles : contre le sionisme, pour la cessation de l'immigration juive, pour une loi interdisant la vente de terres aux Juifs, pour un gouvernement national (comme en Syrie et dans l'Irak), pour une assemblée constituante (Parlement) et contre le partage.

Les chefs disent : « À ces conditions, nous sommes prêts à faire la paix avec les Anglais ». Ils sont donc prêts à trahir. C'est pourquoi les ouvriers doivent avoir leurs

propres mots d'ordre, indépendants de ces chefs : les Anglais hors du pays ; la terre aux fellahs !

Dans le présent, les ouvriers doivent participer aux actions efficaces même pour des revendications partielles, contre le sionisme, pour l'autodétermination, même sous la direction du mouvement nationaliste arabe. Cependant, le mouvement de classe autonome ne doit renoncer ni à son droit de critique, ni à son droit d'initiative. Les revendications du mouvement nationaliste arabe sont actuellement progressistes, contre l'impérialisme anglais.

L'ouvrier juif qui reconnaît la déclaration Balfour, le mandat britannique, l'État juif de la Commission Peel, est au fond un sioniste qui attend tout de la protection de l'impérialisme anglais et du refoulement perpétuel des aspirations des peuples arabes opprimés. L'ouvrier juif palestinien qui exige des droits particuliers ne vaut pas mieux.

Cela peut paraître étrange, car dans tous les pays impérialistes les ouvriers sont obligés de lutter avec les Juifs contre la discrimination des Juifs, contre les cent-noirs, contre les fascistes, contre la limitation de l'immigration juive. Mais en Palestine, les ouvriers doivent lutter contre les droits spéciaux que le mandat anglais accorde dans son propre intérêt impérialiste.

Extraits de « L'État juif »

Quatrième Internationale n° 6, mars 1938, p. 40-41



Le meeting du NPA-R sur la Palestine, 19 décembre

L'un des deux NPA, celui publiant *Révolutionnaires*, tenait un meeting *Comment mettre fin au massacre du peuple palestinien ?* avec le NPA Jeunes à Paris le mardi 19 décembre 2023.

Il a réuni plus de 100 participants, jeunes dans leur grande majorité. Les quatre intervenants ont dénoncé le génocide en cours à Gaza et la complicité des puissances impérialistes. Mais à aucun moment une réponse programmatique à la colonisation sioniste n'a été avancée. Un militant du Groupe marxiste internationaliste a tenté de combler cette lacune.

Intervention d'un militant du GMI

Les camarades ont détaillé le génocide en cours à Gaza et il faut effectivement discuter de comment arrêter ce massacre planifié par l'État sioniste. Or les camarades n'ont pas parlé de l'avenir de la Palestine. Pour les révolutionnaires, il faut de la clarté, un but, un programme pour la Palestine et la région. Un premier point pour discuter de ce programme est de constater que quel que soit le gouvernement à sa tête, il n'y a qu'un État oppresseur, c'est Israël. Et quelle que soit la direction du mouvement national, il n'y a qu'un peuple opprimé, ce sont les Palestiniens.

Pour les révolutionnaires, il est indispensable de défendre une seule Palestine, unifiée, démocratique, multiethnique, laïque. Et cette Palestine ne pourra être que socialiste et cela nécessite de détruire l'État colonial d'Israël. D'ailleurs, les marxistes sont pour la destruction de l'État bourgeois par la révolution prolétarienne. Pourquoi le NPA-R n'avance-t-il pas comme mot d'ordre le démantèlement de l'État sioniste ?

Il faut que les marxistes rejettent clairement le mythe des deux États que de nombreux partis défendent, comme par exemple ceux qui organisent les manifestations au sein du « Collectif pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens » pour faire pression sur Macron. Il existe aussi de faux révolutionnaires qui refusent la nécessaire destruction de l'État d'Israël comme LO qui, dans un article de fond du 18 novembre, déclare :

Le mot d'ordre de "destruction de l'État d'Israël" ne peut pas pour autant être le leur [celui des révolutionnaires NDLR], car les nationalistes qui l'avancent ne parlent évidemment pas de sa destruction par le prolétariat révolutionnaire, mais de sa destruction au profit d'un autre État. Au passage, il comporte pour eux une négation du droit des Israéliens d'aujourd'hui à continuer d'avoir, sous une forme ou sous une autre, leur propre existence nationale. (*L'Extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas, 18 novembre*)

Défendre ainsi l'existence d'Israël signifie avaliser l'expulsion de plus de 700 000 Palestiniens en 1948, nier le droit au retour des millions de réfugiés palestiniens, avaliser la partition de la Palestine avec l'appui de l'impérialisme américain et de la bureaucratie du Kremlin.

Le NPA-R avance la nécessité de l'unité du prolétariat juif et du prolétariat palestinien. C'est juste, mais sur quelle base ? Quand le peuple algérien s'est soulevé pour son indépendance, comme les camarades l'ont reconnu, la question principale était bien pourtant de rallier le prolétariat français au droit à l'indépendance du peuple algérien !

La seule façon que le prolétariat juif s'unisse au prolétariat palestinien est justement dans la perspective du démantèlement de l'État colon sioniste, d'une Palestine unifiée. C'est sur un tel programme qu'un parti ouvrier révolutionnaire, qui manque cruellement aux travailleurs de Palestine, peut unifier notre classe et avec l'aide d'une internationale révolutionnaire prendre le pouvoir, ouvrir la perspective d'une fédération socialiste du Proche orient.

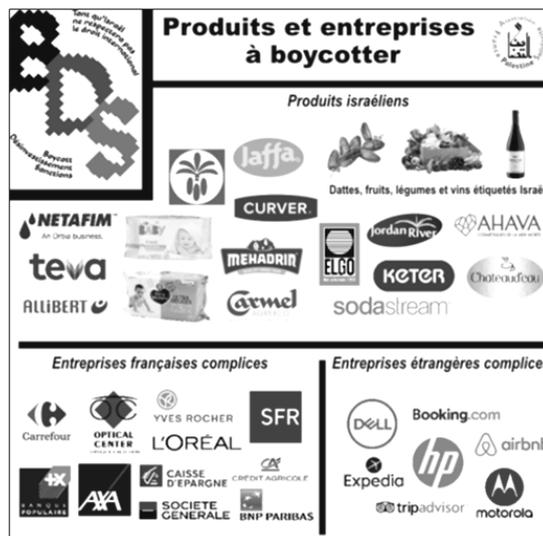
Cette position est minoritaire aujourd'hui ? Sans doute, mais c'est la seule perspective révolutionnaire que peut défendre une organisation communiste internationaliste. Si le NPA-R dit vouloir constituer un parti communiste internationaliste, il lui faut cette position programmatique. C'est pour y participer, avec la plus grande clarté programmatique, que le Groupe marxiste internationaliste renouvelle ici sa demande d'adhésion d'avril au NPA-Révolutionnaires.

Aucune réponse claire à la question simple : un seul État ou deux États ?

Au lieu de répondre sur le fond, un dirigeant, offusqué, du courant DR du NPA a pris la défense de LO qui, quand elle est née en France, ne défendait pas le combat national algérien... et entérinait déjà la colonisation de la Palestine.

*Nous ne considérons pas que la disparition de l'État d'Israël soit nécessaire ou souhaitable. Nous pensons même que son existence pourrait être bénéfique à toute la population arabe et juive du Moyen-Orient... Pour que l'État d'Israël puisse être bénéfique aux Juifs et aux arabes du Moyen-Orient, il lui faudrait une politique et une structure socialistes. (Hardy, *Le Problème palestinien*, juillet 1967)*

Il est vrai que ni CR, ni D&R, les deux courants du NPA issus de LO, n'ont tiré un bilan sérieux du hardysme, moins pittoresque mais tout aussi révisionniste que le pablisme qui a détruit la 4^e Internationale en 1949-1952.



LO TRACE UNE FAUSSE SYMÉTRIE ENTRE PALESTINIENS ET ISRAËLIENS, TANDIS QUE LE PCF, LFI, RP ET LE NPA-AC S'ADRESSENT, AUX CONSOMMATEURS FRANÇAIS

Au même moment, dans le monde entier, les organisations guidées par Pablo, Mandel, Moreno s'alignaient sur le nationalisme bourgeois arabe et sur l'OLP. Aujourd'hui, leurs héritiers (RP et NPA-AC en France) courent après les contrerévolutionnaires islamistes et après le Hamas.

Par contre, un responsable du courant AR du NPA a reconnu, du bout des lèvres, qu'il fallait détruire Israël pour résoudre la question nationale palestinienne. Alors, pourquoi ne pas l'écrire ? La clarté programmatique est primordiale dans le but de construire un véritable parti révolutionnaire.

Dans l'immédiat, culpabilisation des consommateurs ou action prolétarienne contre les envois d'armes à Israël ?

Dans l'immédiat, après 2 mois et demi de l'offensive génocidaire à Gaza, les communistes révolutionnaires doivent dénoncer les partis sociaux-impérialistes (PCF, PS, LFI) et leurs adjoints qui défendent la prétendue solution à deux États de l'ONU et de l'impérialisme américain. C'est une mystification.

Nous ne pensons pas au refus de consommer des produits israéliens ou de culpabilisation des clients de Zara, de McDonald's ou de Carrefour par les petits bourgeois pacifistes de l'AFPS (PCF, LFI...) ou d'Urgence Palestine (NPA-AC, RP...). Ces disciples de Gandhi essaient de persuader les travailleurs de France (et de Palestine) que l'embargo de l'ONU ou le refus de manger des oranges d'Afrique du Sud avait fait tomber le régime d'apartheid en 1991, et non les grèves et manifestations des ouvriers noirs sur place.

Dans les manifestations, au sein des comités de soutien, sur les lieux de travail et d'études ainsi que dans les syndicats, les révolutionnaires doivent proposer

une campagne internationaliste ouvrière. Il faut exiger des partis et syndicats ouvriers qu'ils rompent avec Macron qui est un complice de Netanyahu et qui livre actuellement des armes à l'État sioniste (cela représentait 15,3 millions d'euros en 2022).

Avant tout, en France et dans le monde, l'internationalisme prolétarien passe par la lutte contre la production, la vente, l'aide et la livraison d'armes à Israël. C'est l'axe de l'appel des syndicats palestiniens du 17 octobre (qui a été diffusé lors du meeting du NPA-R par le Groupe marxiste internationaliste).

Nous appelons les syndicats des secteurs concernés à refuser de fabriquer des armes destinées à Israël, refuser de transporter des armes vers Israël, adopter des motions dans leur syndicat à cet effet, prendre des mesures contre les entreprises complices impliquées dans la mise en oeuvre du siège brutal et illégal mené par Israël, faire pression sur les gouvernements pour qu'ils mettent un terme à tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, à son financement.

C'est dans la droite ligne de la 4^e Internationale du vivant de Trotsky.

La 4^e Internationale proclame que la meilleure aide efficace que les ouvriers du monde peuvent apporter à leurs frères d'Espagne réside dans l'action directe, organisée particulièrement par les syndicats de l'industrie de guerre, des transports, des ports, dans le boycott des envois aux fascistes et dans la grève générale pour renverser les gouvernements du blocus. (Conférence de fondation de la 4^e Internationale, Appel pour la classe ouvrière espagnole, septembre 1938)

19 décembre 2023

COP 28 : la mascarade !

La marche à la catastrophe

L'année 2023 aura été la plus chaude jamais enregistrée dans le monde selon l'organisme météorologique européen Copernicus, et la deuxième année la plus chaude en France après 2022. En 2023, l'élévation moyenne de la température à l'échelle du globe par rapport à la moyenne 1850-1900 a atteint 1,48 degré pour une température moyenne annuelle sur la planète de 14,98 degrés. Ces chiffres peuvent sembler modestes, mais les moyennes sont trompeuses car elles écrasent ou masquent des écarts beaucoup plus importants et dévastateurs sur une partie croissante du globe. Par exemple, le bassin méditerranéen, où vivent environ 500 millions de personnes, connaît un réchauffement beaucoup plus important qui dépasse déjà les 3 degrés.

Cette augmentation moyenne constatée de 1,48 degré, donc déjà très proche de l'objectif fixé pour la fin du siècle de plus 1,5 degré lors de la COP 21 de 2015 à Paris, induit dès maintenant des bouleversements et des dégradations majeures. Ainsi, les scientifiques ont établi que le réchauffement climatique actuel avait déjà multiplié par 10 (au moins) la possibilité de la survenue d'une canicule en Europe en été. Ainsi le gouvernement espagnol a-t-il estimé que 74 % de son territoire était désormais menacé de désertification. La convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a évalué en 2022 que 2,5 milliards de personnes étaient confrontées au stress hydrique, que ¼ de la population mondiale seraient touchés par les sécheresses d'ici à 2050, dont 700 millions de personnes risquent d'être déplacées d'ici à 2040.

Ces canicules et cette sécheresse croissante n'excluent nullement la survenue soudaine de pluies torrentielles dévastatrices ou le renforcement des phénomènes cycloniques. Il ne s'agit pas d'un processus linéaire qui verrait la température augmenter très progressivement, centième de degré par centième de degré, mais au contraire d'un ensemble d'interactions qui agissent et réagissent entre elles, déclenchant des sauts qualitatifs brutaux, des effets de seuil et les dernières années ne font que confirmer l'accélération et l'intensification de l'ensemble de ces phénomènes. Par exemple, chaleur et sécheresse entraînent des mégafeux, comme celui qui a brûlé plus de 180 000 km² de forêts au Canada entre mai et octobre 2023 et a libéré dans l'atmosphère plus d'un milliard de tonnes de dioxyde de carbone. Les rapports du GIEC ont établi qu'il faudrait baisser drastiquement de 43 % les émissions mondiales de CO₂ entre 2019 et 2030, puis les réduire à zéro d'ici 2050 pour atteindre l'objectif de contenir le réchauffement climatique à 1,5 degré en 2100. Or, les émissions de gaz à effet de serre continuent d'aug-

menter au plan mondial. Elles proviennent de l'utilisation des énergies fossiles, pour 30 % du méthane (CH₄) et 90 % du dioxyde de carbone (CO₂).

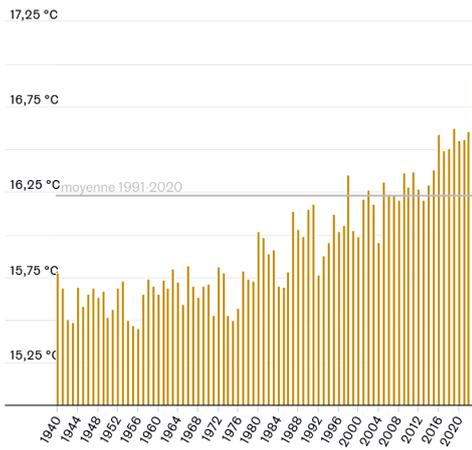
La COP 28 présidée par un capitaliste du pétrole

C'est dans ce contexte que la COP 28 s'est réunie en décembre dernier à Dubaï, aux Émirats arabes unis, qui sont le 6^e producteur mondial de pétrole, avec pas moins de 2 456 lobbyistes des énergies fossiles dument accrédités et un président lui-même dirigeant de la compagnie pétrolière nationale émiratie. Autant demander au chef des assassins de présider la cour d'assises ! Le capital n'est pas pour ou contre le réchauffement climatique, il est pour la défense de ses intérêts. Or les compagnies pétrolières et gazières constituent des fleurons de plusieurs impérialismes et les bases-mêmes du capitalisme dans nombre de pays comme les monarchies pétrolières du Proche-Orient. C'est pour cette raison que la délégation officielle française comprenait le PDG de Total, celle de l'Italie des cadres dirigeants d'ENI, etc. La préservation des intérêts de ces grands groupes et des intérêts nationaux qui leurs sont rattachés est une mission impérative pour chacune des bourgeoisies. Ceci n'exclut pas que d'autres capitalistes trouvent matière à profit dans les énergies renouvelables, voire que les mêmes grands groupes pétroliers y investissent également.

Mais les impérialismes producteurs de gaz et de pétrole comme les États-Unis qui détiennent le premier rang ou la Russie, pas plus que les capitalistes et gouvernements des autres pays producteurs, n'ont jamais eu l'intention de renoncer à la poule aux oeufs d'or. C'est pourquoi la COP 28 a décidé sans surprise que tout continuerait comme avant. En effet, la résolution finale se contente de souhaiter, sans aucun objectif ni moyen chiffré, « *une transition hors des énergies fossiles d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie* », à ranger au musée des voeux pieux jamais exaucés. C'est ce que les militants communistes pouvaient prévoir sans hésitation, c'est aussi le bilan que tirent les scientifiques et climatologues sérieux.

Le décalage entre l'objectif affiché et la faiblesse des engagements concrets mis sur la table témoigne d'une incohérence majeure. (Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue, directrice de recherche au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives ; Sonia Seneviratne, climatologue, professeure à l'École polytechnique fédérale de Zurich. Le Monde, 30 décembre)

Température de l'air à 2 mètres du sol sur l'ensemble du globe (incluant les pôles, et les continents en période hivernale) depuis 1940. Pour visualiser les variations, le seuil a été fixé à 15 °C et non pas à zéro.



Mais ce n'est pas la conclusion à laquelle arrivent tous ceux qui ont intérêt, d'une manière ou d'une autre, à faire croire que le capitalisme peut utilement être réformé grâce à leurs efforts et que,

de COP en COP, les progrès vont peu à peu écarter la menace d'une catastrophe climatique. Et force est de constater qu'ils sont nombreux à se risquer à cet exercice. D'abord les participants eux-mêmes à la COP 28 ont salué par une ovation et de longs applaudissements la résolution finale. La ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher s'est félicitée d'un texte qui « appelle pour la première fois à la sortie progressive des énergies fossiles, en cohérence avec l'objectif des 1,5 °C, niveau de réchauffement planétaire inscrit dans l'accord de Paris en 2015 ». Macron depuis Paris a salué l'accord, « une étape importante qui engage le monde dans une transition sans énergies fossiles ».

Je pense que tout le monde sera content que, dans un monde secoué par la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et tous les autres défis d'une planète qui patauge, il y ait une raison d'être optimiste, d'avoir de la gratitude et de se féliciter tous ensemble ici. (John Kerry, représentant des États-Unis)

Les ONG qui ont participé par centaines à cette mascarade doivent bien justifier de l'utilité de leur présence et font donc mine de croire à la magie des mots. Ainsi WWF a qualifié l'accord « d'amélioration » concernant les énergies fossiles. Certaines ONG, toutefois, ne mangent pas de ce pain-là. Pour Bloom Association, « viser la neutralité carbone en 2050 sans le moindre engagement concret d'ici là, c'est une stratégie climaticide et la marque de fabrique de TotalEnergies. L'expansion fossile pourra continuer pendant des années ».

Pour être complet, il faut également citer parmi les thuriféraires de la COP 28 François Gemenne, qui se présente comme politologue et chercheur spécialiste de la gouvernance du climat et des migrations, coauteur du sixième rapport du GIEC, qui a assuré le service après-vente en parcourant les plateaux de télévision et de radio pour affirmer que le résultat était « un compromis ambiteux » et « un pas en avant considérable »,

C'est l'une des COP les plus réussies de ces dernières années : pour la première fois, on mentionne le cœur du problème et la source de trois quarts des émissions de gaz à effet de serre. Et on trace une tra-

jectoire de sortie progressive de ces énergies... Il faut embarquer tout le monde d'ailleurs, même Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, car on ne va pas faire la transition sans les énergéticiens, et c'est bien que Total soit là. (François Gemenne, *Actu-planète*, 13 décembre)

Ce politologue « spécialiste de la gouvernance » a même le culot de vanter l'accord sur le fonds « pertes et dommages » destiné aux pays les plus pauvres et vulnérables, victimes des dommages climatiques. Mais des scientifiques ont calculé que, d'ici 2030, les besoins pour réparer les catastrophes climatiques dans les pays vulnérables seront tels qu'il faudrait à minima des promesses de financement 1 400 fois plus importantes que celles mises sur la table à la COP 28. Là encore, les gouvernements vendent du vent...

Alors que l'invention du marché artificiel de « crédits carbone » (droits des entreprises à émettre des gaz à effet de serre) a déjà montré son inefficacité pour la planète, tout en créant de nouveaux outils de spéculation (les crédits peuvent être vendus et achetés), voire de pures arnaques, la COP 28 veut l'étendre à des « crédits biodiversité ».

En finir avec la logique du profit et la division du monde entre États

De tous les maux dont le capitalisme au stade impérialiste accable la planète, le réchauffement climatique figure désormais en bonne place.

Sans changement drastique de politique climatique, il y a de très fortes chances d'atteindre la barre des 50 degrés en France. Les villes seront également de moins en moins supportables en été, avec les îlots de chaleur urbain. Prenons l'exemple de Paris. Avec son tissu urbain très dense, Paris génère un îlot de chaleur urbain qui se traduit par des différences de températures nocturnes avec les zones rurales voisines de l'ordre de 2,5 °C en moyenne annuelle, et ces différences peuvent atteindre 10 degrés en été en cas de canicule ! (Fabio D'Andrea, chercheur au CNRS et directeur adjoint du Laboratoire de météorologie dynamique (LMD), *Bonpote média indépendant sur l'environnement*, 15 juin 2021)

Seule la prise du pouvoir par la classe ouvrière, en particulier dans les principaux pays impérialistes, peut arrêter la marche à la catastrophe climatique qui s'annonce de plus en plus nettement. Pour produire autrement, autre chose, pour libérer la recherche... il faut en finir avec le mode de production basé sur le profit et la concurrence, indissociable de la survie archaïque et dangereuse de 200 États.

Expropriation des groupes capitalistes ! Gouvernements des travailleurs ! Planification consciente et responsable !

Argentine : vers la grève générale jusqu'à l'annulation du décret et de la loi Omnibus !

Les dirigeants nationaux de la CGT [dont l'appareil est lié au PJ péroniste] et des CTA appellent à une grève de moins d'une journée le mercredi 24 janvier. Il s'agit d'une action largement symbolique : qui pense qu'après le 24, le plan d'austérité du gouvernement Milei et des gouverneurs des provinces sera mis en échec ?

Ces dirigeants sont tellement intégrés dans le système qu'ils ne réagissent que sous la pression de la base et pour défendre leurs propres avantages (la gestion des caisses de protection sociale, l'argent versé par adhérents).

Nous considérons, sur la base de l'expérience historique du mouvement ouvrier, tant dans notre pays que dans le monde entier, qu'en premier lieu, la grève générale doit être organisée par le biais d'assemblées sur tous les lieux de travail, et qu'elle doit être d'une durée illimitée, pour imposer au gouvernement et aux patrons une série de revendications indépendantes, qui représentent les intérêts les plus criants et urgents des travailleurs, ainsi que des mesures qui remettent en cause l'ordre établi, qui est la cause de tous ces maux, afin de les vaincre, d'annuler les attaques et de gagner nos revendications.

Nous n'avons confiance ni dans le parlement ni dans la justice bourgeoise, et nous disons aussi que limiter la lutte au seul rejet du DNU (Décret de nécessité d'urgence) et du paquet de lois nous conduit sur le terrain de la complicité avec l'austérité qui continue à faire des ravages, jetant des millions de travailleurs, de retraités et de chômeurs dans la misère. La gravité de cette situation exige la plus énergique des luttes de la part de la classe ouvrière.

La grève appelée par la CGT, les CTA et divers mouvements va dans le sens d'une conciliation avec le régime d'exploitation capitaliste. Malgré l'urgence palpable, la pauvreté et la misère croissantes, ils ont laissé à Milei et aux patrons le temps de reconfigurer l'austérité à leur convenance. La dévaluation accélérée, les hausses de tarifs, l'augmentation du prix des carburants et la spirale inflationniste du mois dernier, les licenciements et le chômage partiel, alors que les salaires et les pensions sont au plus bas, font partie d'une réalité aussi dramatique qu'insupportable.

Les soi-disant « grèves générales » de la bureaucratie, qu'elles durent 12, 24 ou 36 heures, ne conduiront qu'à une démobilisation à moyen terme. Les regroupements multisectoriels, intersyndicaux et de différentes natures qui ont vu le jour tendront à se disperser au fur et à mesure que les bureaucraties syndicales s'assièront pour négocier à la baisse les conventions collectives, sans consulter la base, et se retireront de la lutte bien qu'elles

aient scandé mille fois « Unité des travailleurs ». Comme nous le savons, les patrons diront qu'ils ont fait un grand effort et qu'ils ont signé l'accord par compromis ; la bureaucratie dira qu'elle a « arraché » des augmentations aux patrons ; malgré leur accord, beaucoup de patrons n'appliqueront même pas, ils paieront avec retard, ils inventeront une prime ou ils sortiront une nouvelle catégorie de leur chapeau pour continuer le chantage sous un autre prétexte, et ainsi nous continuerons à rester en dessous de l'inflation, avec un mouvement ouvrier fragmenté, où les directions démobilisent la majorité et où seul un secteur combattif continue à sortir pour se battre, dans l'isolement. Ce manège dans lequel on veut toujours nous coincer doit cesser.

Il est décisif de dire aussi que la plupart des organisations ouvrières qui se réclament du socialisme et du communisme sont en train de capituler devant les bureaucrates et d'accepter leur manoeuvre consistant à ne faire grève que quelques heures. Cette voie, comme nous l'avons vu récemment en France, en Grande-Bretagne, etc. ne mène qu'à la défaite. La grève générale doit être illimitée, jusqu'à la victoire, en occupant les usines et les bâtiments de l'État, en tenant des assemblées et en bloquant toutes les entrées de toutes les zones industrielles et de tous les ports du pays, pour frapper avec force les patrons, l'État et les bureaucraties syndicales, qui doivent nécessairement être affrontées et débordées.

Beaucoup de camarades se méfient de la grève du 24 parce qu'elle est appelée par la CGT. Et ils ont leurs raisons : l'éternelle capitulation et la complicité avec le gouvernement et les firmes. Ils ont fait la sieste pendant quatre ans et maintenant ils se présentent en combattants. Les alliés politiques des chefs syndicaux, Unión por la Patria [Union pour la patrie, coalition autour du PJ péroniste, rejointe par les partis issus du stalinisme, le PCA et le PCR], ont été le gouvernement qui nous a attaqués au cours des quatre dernières années. Nous représentons un pôle indépendant opposé à la bureaucratie syndicale, nous nous battons parce que c'est nécessaire, pas parce que les traîtres qui dirigent les confédérations syndicales l'ont décrété.

Nous appelons les travailleurs qui ne se sentent pas représentés par les bureaucraties syndicales à organiser des comités de lutte pour la grève générale, dans chaque usine, dans chaque école, dans chaque hôpital, dans chaque bureau, dans chaque quartier, à organiser des assemblées et à préparer des mesures d'action di-

En el intercambio con los dirigentes de la CGT los diputados del FITU trasladaron el planteo de muchos trabajadores para que se arbitren todos los medios para hacer efectivo el paro a partir de las 12 hs y se pueda movilizar desde los lugares de trabajo para lograr una movilización histórica, que sea un nuevo hito de lucha de la clase trabajadora argentina frente al ajustazo del gobierno.

LES DÉPUTÉS DU FITU (PTS-PO-MST-IS) ONT RENCONTRÉ LA DIRECTION DE LA CGT LE 11 JANVIER : LE FITU S'EST MIS À SON SERVICE POUR FAIRE DE LA JOURNÉE D'ACTION DU 24 « UNE MOBILISATION HISTORIQUE » EN SE GARDANT BIEN D'EXIGER LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE JUSQU'AU RETRAIT DES PLANS DE MILEI.

COMUNICADOS DE PRENSA

REUNIÓN DE LA CGT CON LAS BANCADAS DEL FRENTE DE IZQUIERDA

PTS

11 de enero 2024

recte pour mettre en échec le plan d'austérité de Milei et de la fausse opposition comme l'Union pour la Patrie, tous soumis aux intérêts des patrons et du FMI.

Nous présenterons la motion de grève générale jusqu'au retrait du méga-décret et de la loi Omnibus de Milei dans toutes les sphères de discussion ouvrière et syndicale, et nous invitons également les délégués militants et les travailleurs qui veulent lutter à la présenter dans tous les syndicats, dans la CGT et dans les CTA.

Les assemblées impulsées par les comités de lutte, par les comités de base, permettront également de préparer de nouvelles couches militantes et de les unir aux secteurs les plus déterminés et les plus combattifs qui ont déjà lutté, ils pourront acquérir de l'expérience dans ces luttes et commencer à engendrer de nouveaux délégués, parce que nous devons éjecter les bureaucrates et reprendre les syndicats pour qu'ils soient au service de la lutte et de l'organisation des travailleurs de base.

Nous devons nous regrouper dans une structure commune, travailleurs du secteur privé, comme travailleurs de l'État, travailleurs du secteur informel ou chômeurs, dans un front unique contre l'austérité, en élisant nos délégués en assemblée avec un mandat de la base, qui dirigeront la grève, en s'accordant sur un plan de lutte basé sur l'indépendance de classe. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions tordre le bras de tous les partis patronaux d'austérité.

Les gouvernements provinciaux participent à l'attaque bourgeoise, comme Claudio Poggi à San Luis, qui paie les salaires par acomptes, qui a licencié des travailleurs et maintient les salaires bloqués sous prétexte de difficulté budgétaire. Tout cela fait partie de la politique d'ajustement fiscal, pour payer la dette extérieure. Kicillof a également déclaré une situation d'urgence à Buenos-Aires et a reçu les voix de Juntos por el Cambio [Ensemble pour le changement, la coalition bourgeoise autour de Macri et du Parti radical] et de La Libertad Avanza [La Liberté avance, la coalition du président Milei], montrant une fois de plus qu'en dépit de la rhétorique, tous les partis patronaux ont l'intention de décharger le fardeau de la crise sur la classe ouvrière.

D'autre part, l'appareil de la CGT défend l'État colonial israélien, de même que Milei, ce qui est inacceptable. Nous sommes pour l'internationalisme, pour la solidari-

té ouvrière avec tous les travailleurs du monde, en particulier en ce moment avec le peuple palestinien qui subit un génocide impérialiste.

L'escalade de la répression et ses prétextes, la recherche de boucs émissaires, sont à l'ordre du jour. La récente fusillade qui a tué un groupe de camarades dans un bidonville en est un exemple, où les Boliviens et les Paraguayens sont accusés, dans une haine xénophobe et de classe qui s'intensifie dans le feu de la crise. Ils veulent désigner de faux coupables pour que nous nous battions entre nous pendant que les banques, les grands patrons et les dirigeants protègent leur taux de profit avec la police et la gendarmerie, pendant que des gens couchent dans les rues, cherchent de la nourriture, meurent de malnutrition et de maladies curables, jetés au seuil de la misère la plus noire. Nous ne pouvons pas le permettre, se rebeller n'est pas seulement un droit, c'est notre devoir !

Pour une centrale syndicale unique et démocratique, indépendante de l'État et des partis bourgeois !

Non au paiement de la dette extérieure !

Augmentation des salaires et des pensions, indexés sur l'inflation !

Non aux licenciements et au chômage partiel !

Non aux mesures d'austérité de Milei et des gouverneurs !

Pour la grève et l'occupation des lieux de travail !

Pour le blocage des zones industrielles et des ports dans tout le pays !

Pour une grève illimitée, jusqu'au retrait de la loi Omnibus et du décret !

Pour la création de comités de lutte pour la grève générale !

Autodéfense contre les flics, les narcos et les fascistes !

Soutien de la CGT et de la CTA aux Palestiniens de la bande de Gaza !

Pour un gouvernement des travailleurs !

Pour la Fédération socialiste d'Amérique latine !

20 janvier 2024

Octobre rouge (noyau

du Collectif révolution permanenté en Argentine)

États-Unis : les grèves dans l'automobile

Nous devons dire la vérité aux travailleurs. (Lev Trotsky, Discussions sur le programme aux États-Unis, 19 mai 1938)

La classe ouvrière des États-Unis relève la tête

Le droit du travail est restreint aux États-Unis par la complicité historique des deux grands partis bourgeois, le Parti républicain et le Parti démocrate (loi NLRA, 1935 ; loi Taft Hartley, 1947 ; loi Landrum-Griffin, 1959). En ce qui concerne les droits d'organisation, toute implantation syndicale suppose au préalable qu'au moins 30 % des salariés d'un site ou d'une entreprise manifestent, par une pétition auprès de l'État (le service nommé NLRB), la volonté d'être représentés par un syndicat. Après enquête, le NLRB supervise l'élection à bulletin secret. L'accréditation du syndicat est obtenue s'il emporte la majorité absolue des suffrages exprimés. Il conquiert de ce fait le monopole de la représentation de tous les salariés concernés et est habilité à engager une négociation collective avec l'employeur. La négociation débouche, dans le meilleur des cas, sur un accord collectif interdisant la grève pendant la durée du contrat. Il doit être ratifié par la base.

Les travailleurs sont pris à la gorge par les hausses de taux d'intérêt (qui sont variables aux États-Unis) quand ils sont endettés et tous le sont par celles des prix des produits de consommation. Ils ont subi une baisse de 9 % en 2022 de leur pouvoir d'achat à la suite de l'inflation (+17 % depuis la présidence Biden en 2020), après la rigueur salariale infligée lors la crise capitaliste de 2008-2009. Avec la reprise de 2021, les patrons ont parfois du mal à embaucher, ce qui facilite les revendications.

Les luttes se multiplient en 2023 dans la santé, l'industrie automobile, la vente à distance, le transport par camions, l'enseignement, les réseaux de cafés, les compagnies d'aviation... Il y a eu 4 fois plus de grévistes qu'en 2022. Les directions syndicales ont, sauf chez les

scénaristes, réussi à empêcher la grève générale de la branche concernée.

Amazon réussit à échapper à la syndicalisation. À UPS, qui transporte 6 % du PIB et où les profits explosent, le syndicat est l'IBT. Son président est Sean O'Brien, élu en 2021 avec le soutien du courant TDU, de *Labor Notes* et des DSA (l'aile sociale-démocrate du Parti démocrate). Il demande 25 \$/h à UPS. 97 % des syndiqués se prononcent pour la grève. À l'automne 2022, il annonce la grève dans le transport de marchandises par train ; au printemps 2023, celle dans le transport par camion. Pour ménager le capitalisme américain, il n'y aura ni l'une ni l'autre.

Dans le rail, comme Obama en 2011, Biden interdit la grève des travailleurs du fret, avec la complicité des deux grands partis bourgeois (incluant les « socialistes » DSA du Parti démocrate).

Le président Joe Biden a promulgué vendredi une loi visant à empêcher une grève dans le secteur ferroviaire selon lui potentiellement catastrophique pour l'économie américaine. « C'était difficile pour moi mais c'était la bonne chose à faire en ce moment pour sauver des emplois, protéger des perturbations des millions de familles de travailleurs et maintenir les chaînes d'approvisionnement pendant la période des vacances », a déclaré le chef de la Maison blanche. (Challenges, 2 décembre 2022)

La convention imposée par l'État à une douzaine de syndicats de métier (TDA, BLET-IBT, BRS, IAMAW, IBB, IBEW, NCFO, SMART-TD, TCU, TWU...) limite l'augmentation de salaire à 24 % étalée sur 5 ans (ce qui coïncide avec les trois accords signés ultérieurement par l'UAW dans l'industrie automobile) mais refuse toujours les congés maladie aux cheminots (il va de soi que les parlementaires de la Chambre des représentants et du Sénat ont droit non seulement à une rétribution autrement élevée mais à des congés maladie illimités).



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....



À UPS, la direction de l'IBT annule elle-même la grève.

À une semaine de l'échéance du contrat, malgré ses déclarations tonitruantes, Monsieur O'Brien reste un notable qui préfère parvenir à un accord que déclencher une grève et il a subtilement agi pour la rendre peu vraisemblable. (New York Times, 22 juillet 2023)

O'Brien signe le 25 juillet avec UPS un contrat collectif de 5 ans et proclame triomphalement : « *Nous avons changé les règles du jeu, les conducteurs ont gagné un contrat historique* ». En fait, l'accord, tout en obtenant des augmentations de salaire, entérine la division des conducteurs-livreurs en plusieurs catégories n'ayant pas le même salaire (55 % des travailleurs sont à temps partiel) et ne comprend pas le droit à l'air conditionné. L'augmentation pour la catégorie la mieux payée n'est que de 18 % sur 5 ans. Les chauffeurs à plein temps débutant toucheront 23 \$/h, ce qui est peu dans les grandes villes. L'accord est soumis au vote le 22 août : si 86 % ratifient, la participation n'est que de 58 % (plus de la moitié des syndiqués, de fait, ne l'a pas approuvé).

Dans l'automobile, où la direction syndicale de l'UAW mène à l'automne trois grèves par vagues, les gains sont limités... et les illusions envers le Parti démocrate renforcées.

L'internationalisation de l'industrie automobile

La part de l'activité automobile (voitures, utilitaires, camions poids lourds) dans l'emploi reste stable aux États-Unis, autour de 1 %. À la fin du XX^e siècle, les trois grands groupes américains (Ford, General Motors et Chrysler), traditionnellement localisés surtout au nord-est du pays, s'étendent en Chine et au Mexique. Symétriquement, des groupes japonais (Toyota, Honda, Nissan, Subaru, Mazda), allemands (Volkswagen, BMW, Mercedes) et coréen (Hyundai) investissent et embauchent aux États-Unis pour contourner les barrières douanières et les campagnes chauvines.

La part de la production automobile passe de 4 % du PIB des États-Unis en 1970 à 2,8 % en 2023. Les implantations d'usines par les firmes étrangères et par la nou-

velle venue américaine (Tesla) ont lieu dans les États du sud hostiles au syndicalisme. La ville de Détroit doit se déclarer en faillite en 2013, après avoir perdu 400 000 emplois à cause des délocalisations des capitalistes américains et de la crise capitaliste mondiale de 2008.

La part cumulée des « trois grands » américains est passée de 87 % des ventes en 1970 à 39 % en 2023. En outre, Chrysler passe en 2014 sous le contrôle de Fiat, un groupe italien qui fusionne lui-même avec le groupe français Peugeot en 2021 pour créer Stellantis. Pour garder une image nationale, Stellantis conserve les marques Chrysler, Dodge, Jeep, Ram Trucks, Mopar et SRT. Le groupe chinois Dongfeng, actionnaire minoritaire de Stellantis, choisit de ne pas participer au conseil d'administration pour faciliter les affaires aux États-Unis.

Des grèves par site contre la grève générale

Les groupes capitalistes de l'industrie automobile renouent avec les profits après la crise mondiale de 2019-2020 accentuée par la pandémie du covid-19. De 4,5 milliards d'euros en 2020, ils bondissent à 29,4 milliards en 2021 puis à 37,2 milliards en 2022. À l'échéance du cycle de 5 ans des contrats collectifs, les négociations débutent en juillet 2023. Traditionnellement, l'UAW concluait avec un des trois grands groupes nationaux et l'accord était étendu aux deux autres. Fain innove en discutant en même temps avec les trois. L'UAW se fait l'écho des aspirations de la base :

- 36 % d'augmentation de salaire sur 4 ans, soit le rattrapage des quinze dernières années,
- l'indexation sur la hausse des prix,
- la fin des contrats moins-disant des nouvelles recrues,
- la semaine de 4 jours,
- le rétablissement de l'assurance-maladie pour les retraités,
- une meilleure protection contre les fermetures d'usines face à la substitution des véhicules thermiques par les électriques.

La direction de l'UAW consulte les syndiqués qui, à 90 % répondent qu'ils sont prêts à faire grève.

Les patrons des trois groupes refusent d'augmenter les salaires. Ils invoquent la conséquence d'une hausse des coûts (65 dollars de l'heure) qui les rendraient moins compétitifs que Tesla (45 dollars) et que les constructeurs allemands et asiatiques (55 dollars) installés dans le sud du pays où les syndicats sont peu présents. Ils abusent de prétextes, comme les investissements colossaux pour passer à la voiture électrique, alors que cette transition est largement financée par l'État bourgeois améri-

caïn, à partir des impôts surtout supportés par la classe ouvrière et les classes intermédiaires.

Sans jamais soumettre ses décisions au vote de la base, Fain décrète trois séries d'arrêts de travail par vagues successives, plutôt que d'appeler à la grève générale de toute l'industrie automobile, de frapper tous les sites de tous les constructeurs en même temps et d'acculer les patrons à la défaite. Sa stratégie est d'obtenir quelques concessions sans déclencher un mouvement qui risque d'échapper à la bureaucratie de l'UAW, sans mettre en difficulté tout le capitalisme américain et sans gêner le gouvernement du Parti démocrate.

Initialement, le conflit débute le 7 septembre dans 3 sites, à Wayne (Michigan), Toledo (Ohio) et Wentzville (Missouri). Le 15 septembre, 13 000 travailleurs font grève. Devant le refus des trois grands de céder, l'UAW étend un peu les grèves (à six usines d'assemblage et 38 sites de distribution dans 22 États, principalement au nord du pays). Le 15 septembre, 13 000 travailleurs sont en grève. Le 22 septembre, après une proposition de Ford d'accorder une hausse de 20 %, Fain déclare sur Facebook :

Nous avons fait de réels progrès chez Ford. Nous voulons reconnaître que Ford montre qu'il est sérieux dans sa volonté de parvenir à un accord. Chez GM et Stellantis, c'est une autre histoire.

L'illusion dans le Parti démocrate

Trump envisage de venir faire de la démagogie dans le Michigan. Le 18 septembre, Fain rejette vivement l'offre.

Toutes les fibres de notre syndicat sont imprégnées de lutte contre la classe des milliardaires et une économie qui enrichit les gens comme Trump aux dépens des travailleurs. (MLive Michigan, 20 septembre)



15 SEPTEMBRE, FAIN BRANDIT LA BIBLE LORS D'UNE VIDÉO DE L'UAW SUR FACEBOOK

Mais le Parti démocrate est tout autant financé par les grands capitalistes que le Parti républicain et Biden défend tout autant le capitalisme. Au lieu d'appeler à la grève générale et à l'occupation des sites, Fain invite le président en exercice à venir sur un piquet de grève pour regonfler sa popularité dans un message vidéo sur X (ex-Twitter) :

Nous invitons et encourageons tous ceux qui soutiennent notre cause à nous rejoindre sur le piquet de grève, depuis nos amis et nos familles jusqu'au président des États-Unis.

Invitation que Biden s'empresse d'honorer le 26 septembre, dans un message envoyé sur X : « rejoindre le piquet de grève et être solidaire des hommes et des femmes de l'UAW alors qu'ils se battent pour une part équitable de la valeur qu'ils ont contribué à créer ».

C'est l'occasion pour le président de redorer son image dans la classe ouvrière. Trump ne tarde pas à répliquer sur son réseau :

Quand il se trainera pour prétendre être sur un piquet, souvenez-vous qu'il veut vous prendre vos emplois et les envoyer en Chine. (Social Truth, 23 septembre 2023)

Ce même 26 septembre, un individu d'une entreprise de nettoyage jette sa voiture contre des grévistes d'une plateforme de pièces détachées GM à Swartz Creek (Michigan), en blessant cinq. La réponse de la direction de l'UAW est, implicitement, que la faute en revient aux grévistes.

À la suite de l'incident de la plateforme, l'UAW déclare avoir diffusé un dépliant précisant les consignes aux piquets de grève. Parmi elles : n'empêcher personne d'entrer ou de sortir de l'établissement, ne pas occuper la voie qui y mène ou perturber la circulation, ne pas rester en groupe. Ce dépliant rappelle que les grévistes doivent marcher pacifiquement près de l'entrée des salariés et pacifiquement s'adresser à eux pour qu'ils ne franchissent



1 DÉCEMBRE 2022, BIDEN SIGNE LA LOI INTERDISANT LA GRÈVE DU RAIL

pas le piquet et se joignent à la grève. (MLive, 28 septembre 2023)

Si Fain tient à afficher publiquement ses convictions chrétiennes, c'est pour deux raisons : indiquer à la bourgeoisie qu'il partage une de ses principales idéologies ; prêcher aux travailleurs la résignation face à la violence réactionnaire, celle de l'appareil d'État et des bandes fascistes encouragées par Trump.

Le lendemain 27 septembre, à Clinton Township, tout proche de Belleville, le mieux placé des candidats du Parti républicain se rend dans une entreprise fabricante de pièces automobiles, Drake Enterprises, qui n'est pas syndiquée. Il fustige les mesures de Biden, vendu à la Chine selon lui, en faveur de l'industrie automobile électrique qui seraient favorables aux entreprises étrangères et qui détruiraient des « emplois américains ».

L'exemple pourrait très bien inciter les autres travailleurs à exiger eux aussi de meilleurs salaires. Bien évidemment, mieux vaut pour les capitalistes étatsuniens que la concurrence entre les salariés les tire vers le bas et désigner l'étranger comme responsable. Ne pas engager tous les ouvriers du secteur automobile dans la lutte permet à Trump de semer la crainte dans la classe ouvrière du chômage et des fermetures d'usines.

Démontrant une réelle envie d'en découdre, le 29 septembre, 7 000 travailleurs supplémentaires à Chicago et à Lansing Delta rejoignent la lutte, puis 8 700 autres le 11 octobre au Kentucky Truck Assembly de Ford. Enfin le 23 octobre, 6 800 travailleurs débrayent sur le site Stellantis de Sterling Heights et 5 000 autres sur le site GM à Arlington, portant à 45 000 le nombre total de grévistes.

Trois accords, une duperie

Après six semaines de grèves, le 25 octobre, la direction de l'UAW accepte un accord de principe avec Ford, prévoyant une hausse de 25 % étalée sur 5 ans dont 11 % la première année, inférieure à l'inflation passée. Les retraites sont améliorées et les travailleurs auront même le droit de faire grève en cas de fermeture d'usine.

Trois jours plus tard, Stellantis annonce une augmentation de 25 % des salaires de base d'ici à 2028 (et hausse de 35 % du salaire horaire). General Motors, le 30 octobre, annonce également avoir trouvé un terrain d'entente avec l'UAW pour la même augmentation, sous condition de la suspension de la grève et du retour au travail des grévistes.

25 %, pour 5 ans : on est loin des 36 % et de l'indexation que demandait l'UAW en septembre. De plus, la segmentation en deux catégories est atténuée, mais pas supprimée. D'autres revendications ont été abandon-

nées en rase campagne comme la réduction du temps de travail, l'augmentation des pensions de retraite, le rétablissement des prestations santé pour les retraités.

Chacun des 3 accords est soumis aux syndiqués : officiellement, 69,3 % approuvent à Ford, 70 % à Stellantis, 54,7 % seulement à GM. Dans les deux usines les plus importantes du pays, à Ford dans l'usine des camions du Kentucky et à Stellantis à Toledo, le refus de l'accord a été catégorique.

La signature des « trois grands » entraîne les autres entreprises de la branche : Honda annonce une augmentation de 11 % en 2024, Toyota 9,2 % pour les ouvriers des lignes de montage, Hyundai annonce 25 % d'augmentation...

Il va sans dire que du côté des capitalistes de l'automobile, quelle que soit leur nationalité, ces accords sont satisfaisants. L'augmentation de salaire est limitée, la division des collectifs de travail subsiste et la direction syndicale leur promet la paix sociale pour 5 ans.

Personne ne sait ce que sera la production à cette échéance, vu le ralentissement du capitalisme mondial, la montée en puissances des groupes chinois concurrents, la transition mondiale vers les moteurs électriques et la non syndicalisation des usines du sud du pays.

Rompre avec le Parti démocrate

Pour obtenir de meilleures conditions de vie, supprimer le fléau du chômage, le gâchis d'une production capitaliste anarchique, entamer la reconversion d'une industrie génératrice de dégâts environnementaux, les travailleurs doivent prendre le contrôle des entreprises du secteur et de toute l'économie.

Pour cela, ils doivent d'abord lever les obstacles que constituent la division syndicale, la collaboration de classe et en particulier la soumission au Parti démocrate.

Assez de division syndicale ! Un seul syndicat par branche, démocratique, pour toutes les catégories de salariés ! Une seule centrale syndicale avec droit de tendance ! Élection de tous les responsables ! Pas de rétribution de dirigeant syndical plus élevée que le salaire d'un travailleur qualifié !

Pour la plus complète démocratie dans les syndicats pour tous les syndiqués et tous leurs regroupements. Contre toute tentative d'interdire et d'exclure les groupes minoritaires dans les syndicats... Pour un fonctionnement normal de tous les syndicats, contre les nominations bureaucratiques des permanents et des responsables. Pour un système d'élections de délégués de base... Pour la fusion de tous les syndicats de métier dans une activité donnée en un syndicat de branche... (SWP, section

américaine de la 4^e Internationale, « Résolution sur le mouvement syndical », janvier 1938)

Assez de complicité envers Biden le briseur de grève, le subventionnaire des capitalistes et l'appui au génocide des Palestiniens à Gaza ! Fin de la soumission au Parti démocrate ! En 1967, le Parti démocrate a fait écraser par la garde nationale et par l'armée les émeutes de Détroit, causées par le racisme de la police. Jamais le Parti démocrate n'a annulé la législation anti-ouvrière qui entrave le syndicalisme, qui interdit les grèves de solidarité et les occupations d'entreprise, qui fragilise la composante des immigrés sans papier, qui permet au parlement d'interdire les grèves dans les transports... L'UAW et tous les syndicats, les deux centrales AFL-CIO et SOC doivent cesser de se soumettre au Parti démocrate et s'engager dans la voie d'un parti propre aux travailleurs, d'un parti ouvrier.

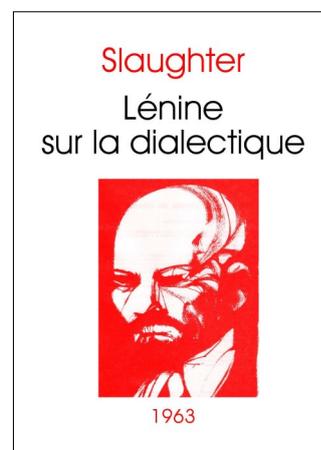
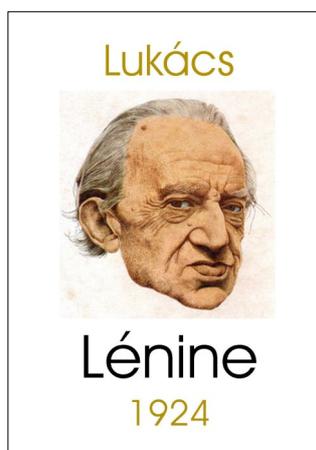
Comment les intérêts d'une classe peuvent être formulés ? Ils ne peuvent pas l'être autrement que sous la forme d'un programme. Le programme ne peut être avancé autrement que par la création de l'instrument indispensable pour appliquer le programme dans l'action, le parti politique. (C. Thomas [Tom Kerry] The Militant, 7 juillet 1944)

Pour remplir son rôle, celui-ci aura à défier les deux grands partis de la bourgeoisie dans toutes les élections et à fournir une direction centralisée aux luttes éparpillées de tous les travailleurs, de tous les opprimés du pays, en lien avec les travailleurs du monde entier.

- augmentation de 40 % pour tous les travailleurs et retraités ! échelle mobile des salaires et des pensions !
- aucune différence de traitement quelle que soit l'ancienneté du recrutement ou la nationalité : à travail égal, salaire égal !
- semaine de 35 h payées 40, réduction du temps de travail jusqu'à l'élimination du chômage !
- abolition de la Cour suprême, suppression de toutes les lois étatiques et fédérales contre les syndicats et les grèves ! syndicalisation de tous les sites et de toutes les entreprises ! organisation des étudiants et des chômeurs par les centrales syndicales !
- autodéfense des grévistes, des organisations ouvrières, des quartiers pauvres, des universités contre les flics, les racistes et les narcos ! désarmement de la police, armement du peuple !
- protection sociale aux frais des patrons pour la santé, le chômage, la vieillesse ! transport et logement de qualité bon marché pour tous ! gratuité des études !

- grève générale avec occupation des lieux de travail sous contrôle de la majorité des travailleurs ! assemblées générales dans chaque site pour décider ! conférence nationale des délégués des grévistes de tout le pays pour décider !
- régularisation de tous les travailleurs étrangers sans papier ! ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants !
- nationalisation sans indemnité de toutes les grandes entreprises ! mise en place d'un plan de production et de répartition sous contrôle des travailleuses et des travailleurs !
- fin du blocus de Cuba ! abolition de l'OTAN et fermeture des bases à l'étranger ! aucun soutien à l'État colonial israélien !
- gouvernement ouvrier ! fédération socialiste d'Amérique avec le Canada, le Mexique, Cuba... !

19 décembre 2023



ABC du marxisme : sionisme

À la fin du 19^e siècle, face à la montée de l'antisémitisme, des petits bourgeois juifs d'Europe centrale fondent en 1881 un mouvement nationaliste, l'Organisation sioniste mondiale, qui a pour but de procurer son propre État à la bourgeoisie juive. Comme tout nationalisme, il lui faut un mythe, en l'occurrence refonder l'Israël (Sion) de l'Antiquité.

Le sionisme est alors minoritaire dans la diaspora juive. Quand les Juifs émigrent, c'est plutôt pour l'Amérique que pour le Proche-Orient. Les bourgeois et les membres des professions libérales misent généralement sur l'intégration à leur classe sociale là où ils sont nés. Symétriquement, de nombreux ouvriers et un nombre significatif d'intellectuels juifs adhèrent à leur mouvement ouvrier.

Le sionisme est réactionnaire car il est intrinsèquement colonial : « *l'établissement en Palestine d'agriculteurs, artisans et marchands juifs* » (1^{er} congrès sioniste, *Charte de Bâle*, 1897). L'Internationale ouvrière s'oppose donc au sionisme et ses partis combattent l'antisémitisme, parfois physiquement, au contraire de l'Organisation sioniste mondiale.

Vu sa convoitise pour le Proche-Orient, le Royaume-Uni « *envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la réalisation de cet objectif* » (*Déclaration Balfour*, 1917). Comme le dira plus tard le sioniste Arthur Koestler, « *une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième* ». En 1918, l'armée britannique conquiert la Palestine.

L'Internationale communiste née en 1919 rejette à son tour le sionisme et tente de construire en Palestine un parti ouvrier révolutionnaire juif et arabe. Le mouvement nationaliste juif se divise en trois composantes : une aile « travailliste » venue du mouvement ouvrier met en place une centrale syndicale limitée aux Juifs (Histadrout) et des coopératives de production réservées aux Juifs (les kibboutz) ; une aile raciste et fasciste dite « révisionniste » basée sur des capitalistes immigrés en Palestine (venant d'Allemagne, surtout) qui veut expulser les Arabes par la terreur ; un « centre » lié aux capitalistes juifs du monde entier qui contrôle l'Organisation sioniste mondiale et finance le rachat des terres.

Dès leur apparition, l'organisation armée de l'aile travailliste (la Haganah, 1920) et celle de l'aile révisionniste (l'Irgoun, 1931) pratiquent le terrorisme contre les paysans arabes qui se révoltent en invoquant la religion musulmane.

Quand le fascisme triomphe en Allemagne en 1933, l'Organisation sioniste mondiale tente de collaborer avec le nouveau gouvernement antisémite virulent pour que les Juifs allemands émigrent en Palestine. Aux États-Unis, ils conseillent au gouvernement de fermer les portes aux

réfugiés juifs d'Europe. Quand le régime nazi entreprend en 1940 l'extermination des Juifs d'Europe, des responsables sionistes collaborent encore pour tenter de déporter les Juifs en Palestine. À cette époque, la 4^e Internationale réclame l'ouverture des frontières et se prononce contre la colonisation juive de la Palestine.

Alors que l'Agence juive et la Haganah (contrôlées par la branche « socialiste » du sionisme) se comportent encore en alliées de l'État britannique, l'Irgoun (de l'aile raciste et fasciste dite « révisionniste ») lance fin 1943 des attentats contre lui. Après la Shoah, le sionisme devient hégémonique dans la diaspora juive. Les deux ailes du mouvement sioniste redoublent de violence contre la population arabe et contre la tutelle britannique. En 1945, l'Agence juive exige un État juif sur toute la Palestine. L'ONU (dont l'URSS de Staline) tranche pour une partition en 1947. Partout dans le monde, les partis sociaux-démocrates et staliniens approuvent. Les anarchistes sont neutres. Dans le mouvement ouvrier, seule la 4^e Internationale s'oppose à la partition.

En 1948, les Arabes de Palestine se soulèvent mais la Haganah et l'Irgoun les écrasent, chassent par la terreur des centaines de milliers d'habitants (Nakba). Les travaillistes proclament l'État d'Israël sur un territoire plus vaste que celui envisagé par l'ONU.

Le capitalisme israélien repose sur l'exploitation de travailleurs juifs et l'expulsion des travailleurs arabes. Tout en prenant la forme d'un régime parlementaire, l'État est raciste et clérical. Il est soutenu depuis sa naissance par les États impérialistes occidentaux. La bourgeoisie israélienne, qui s'appuie sur un capitalisme développé et paralyse son prolétariat par une idéologie nationaliste et anti-arabe, s'est débarrassée des oripeaux égalitaires et socialistes des débuts de la colonisation. Le gouvernement est passé des travaillistes (les survivants sont le Parti travailliste et Meretz) aux héritiers du révisionnisme (le Likoud, ses alliés racistes et fascistes). Ailleurs, la mouvance pro-sioniste comprend des antisémites notoires (évangéliques, fascistes...).

L'État israélien, de par sa nature coloniale, continue à opprimer les Arabes de Palestine et à étendre la colonisation. Il mène systématiquement des opérations terroristes en Iran, au Liban, en Syrie. Il est génocidaire aujourd'hui dans la bande de Gaza.

La résolution de la question palestinienne ne relève pas du droit à l'autodétermination d'une minorité nationale, mais passe par la destruction de l'État colonial et l'instauration d'un État multiethnique, bilingue et laïque. Seule la classe ouvrière de la région, quelle que soit son origine, peut y parvenir.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 33